

09 -02- 2005

18 -02- 2005

73948 160/30101

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL du 6 décembre 2004
conclue au sein de la sous-commission paritaire pour le port d'Anvers, dénommée
"NATIONAAL PARITAIR COMITE DER HAVEN VAN ANTWERPEN",
instaurant
UN REGIME SECTORIEL DE PENSION COMPLEMENTAIRE POUR LES
OUVRIERS PORTUAIRES DU CONTINGENT GENERAL, DU CONTINGENT
LOGISTIQUE ET LES GENS DE METIER

ARTICLE 1^{ER}. CHAMP D'APPLICATION - DENONCIATION - DUREE

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la compétence de la sous-commission paritaire pour le port d'Anvers, dénommée "Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen", et aux ouvriers portuaires reconnus du contingent général, du contingent logistique et aux gens de métiers.

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1^{er} janvier 2005 et est conclue pour une durée indéterminée.

Les parties peuvent dénoncer la présente convention collective de travail moyennant :

- Respect des dispositions de l'article 10 de la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (Moniteur Belge du 15 mai 2003).
- Un courrier recommandé adressé au président du "Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen", qui prend effet le troisième jour suivant la date d'expédition.
- Respect d'une période de préavis de six (6) mois.

Les parties demanderont la force obligatoire.

ARTICLE 2. DEFINITIONS

«LPC»: la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (Moniteur Belge du 15 mai 2003).

«Organisateur»: l'organisateur tel que défini dans la LPC.

«Organisme de pension»: l'organisme de pension tel que défini dans la LPC.

«NPCHA»: le Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen.

«CCT»: convention collective de travail

«Les CCT du 22 décembre 2003 relatives au fonds de prime»:

- L'article 8 de la CCT du 22 décembre 2003, conclue au sein du NPCHA relative à l'accord social 2003 - 2004 pour les travailleurs portuaires du contingent général.
- L'article 3 de la CCT du 22 décembre 2003, conclue au sein du NPCHA relative à l'accord social 2003 - 2004 pour les travailleurs portuaires du contingent logistique.
- L'article 5 de la CCT du 22 décembre 2003, conclue au sein du NPCHA relative à l'accord social 2003 - 2004 pour les gens de métier.

«Fonds»: le «Compensatiefonds voor bestaanszekerheid - Haven van Antwerpen», institué comme fonds de sécurité d'existence conformément à la Loi du 7 janvier 1958.

«Ouvriers»: les ouvriers ressortissant au champ d'application de la présente CCT.

«Pensionnés d'avant le 1^{er} janvier 2005»: les personnes qui, au 31 décembre 2004, répondaient aux conditions suivantes:

- Etre en vie
- Bénéficiaire de la pension légale
- Bénéficiaire d'une indemnité sur la base du régime de la prime annuelle
- Avoir cessé toute activité professionnelle.

ARTICLE 3. OBJET

La présente convention collective de travail est conclue en application de l'article 10 de la LPC, en exécution des CCT du 22 décembre 2003 relatives au fonds de prime.

La présente CCT a pour but unique d'instaurer un régime sectoriel social de pension complémentaire pour tous les ouvriers ressortissant au champ d'application de la présente CCT et d'en définir les règles.

Le règlement de pension et le règlement de solidarité joints en annexe font partie intégrante de la présente CCT.

ARTICLE 4. GESTION ET ORGANISATEUR

Le Fonds est désigné et mandaté comme organisateur du régime sectoriel social de pension.

La gestion de la pension complémentaire sera confiée à l'organisme de pension «Havenpensioenfonds 301.01» Onderlinge Verzekering Vereniging (OVV) compte tenu des principes suivants:

- Respect du règlement de pension
- Respect de la LPC

La gestion de l'engagement de solidarité sera confiée à l'organisme de pension «Havenpensioenfonds 301.01» Onderlinge Verzekering Vereniging (OVV) moyennant respect du règlement de solidarité et de la LPC.

ARTICLE 5. OCTROI DE LA PENSION COMPLEMENTAIRE

Le droit à la pension complémentaire est fixé conformément au règlement de pension tel que joint en annexe 1 à la présente CCT.

ARTICLE 6. ENGAGEMENT DE SOLIDARITE

Le régime sectoriel social de pension est assorti d'un engagement de solidarité conformément à la LPC.

Le droit à un engagement de solidarité est fixé conformément au règlement de solidarité tel que joint en annexe 2 à la présente CCT.

ARTICLE 7. FINANCEMENT

Les cotisations pour l'engagement de pension et l'engagement de solidarité seront fixées par CCT.

ARTICLE 8. FONDS DE PRIME - PRIME ANNUELLE

Les pensionnés d'avant le 1^{er} janvier 2005 reçoivent la rente jusqu'à leur décès.

Les réserves constituées au sein du Fonds en vue du financement de l'avantage visé à l'alinéa précédent sont transférées, à la date d'entrée en vigueur du présent régime sectoriel social de pension, au «Havenpensionfonds 301.01», sous réserves des taxes, prélèvements... éventuels.

L'affectation de ces réserves est définie dans le règlement de pension et le règlement de solidarité.

* * *

REGLEMENT DE PENSION COMPLEMENTAIRE SECTORIEL SOCIAL
en faveur des salariés du NPCHA

CHAPITRE 1
DEFINITIONS - BUT - AFFILIATION

1. BUT ET OBJET DU REGIME DE PENSION COMPLEMENTAIRE

La gestion financière et administrative ainsi que la couverture des risques de ce plan de pension est confiée à l'institution de prévoyance "Havenpensioenfonds 301.01", constituée sous forme d'une association d'assurances mutuelles (AAM). Cette institution de prévoyance peut faire appel à une (des) tierce(s) partie(s) pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Elle conclut à cet effet une (des) convention(s) de gestion avec la (les) partie(s) concernée(s). Le présent règlement de pension définit les droits et obligations des affiliés et de l'organisateur.

L'institution de prévoyance assume deux sortes d'engagements:

- d'une part, une obligation de résultat pour ce qui concerne la partie de l'engagement de pension relative aux années de service prestées avant le 1^{ier} janvier 2005 et
- d'autre part, une obligation de moyen pour ce qui concerne la partie de l'engagement de pension relative aux années de service prestées à partir du 1^{ier} janvier 2005.

2. APPLICATION DANS LE TEMPS

Le régime de pension complémentaire sectoriel, confié à l'institution de prévoyance, entre en vigueur en date du 1^{ier} janvier 2005.

Le compte individuel de l'affilié entre automatiquement en vigueur au moment où les conditions d'affiliation définies à l'article 5 sont remplies, mais au plus tôt, à partir de la date de prise d'effet du régime de pension complémentaire sectoriel.

3. DEFINITIONS

Dans le présent règlement, il faut entendre par:

1) CCT

Convention collective de travail.

2) L'organisateur

La personne morale, composée paritairement, désignée via une convention collective de travail par les organisations représentatives d'une commission ou d'une sous-commission paritaire, constituée en vertu du chapitre III de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, qui a instauré un régime de pension.

3) NPCHA

La sous-commission paritaire 301.01 pour le port d'Anvers dénommée "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen".

4) Régime de pension complémentaire

Le régime de pension complémentaire sectoriel, instauré par la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique, ainsi que pour les gens de métier.

5) Engagement de solidarité

Le régime sectoriel de prestations de solidarité instauré par la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique, ainsi que pour les gens de métier.

6) Fonds

Le "Compensatiefonds voor Bestaanszekerheid - Haven van Antwerpen", en tant que fonds de sécurité d'existence institué conformément à la Loi du 7 janvier 1958, agissant comme l'organisateur du régime de pension complémentaire social sectoriel tel que défini dans la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique, ainsi que pour les gens de métier.

7) Règlement

Le présent règlement ainsi que chaque avenant ou modification du présent règlement.

8) Affilié

Tout salarié tombant sous le champ d'application de la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique, ainsi que pour les gens de métier, est automatiquement et obligatoirement affilié.

Nous distinguons 3 sous-groupes:

- **les actifs:** les salariés tombant sous le champ d'application du NPCHA;
- **les personnes sorties:** les anciens affiliés qui bénéficient toujours de droits reportés conformément au règlement de pension et qui sont sortis, au plus tôt, au 1er janvier 2005;
- **les pensionnés (rentiers):** les personnes répondant, au 31 décembre 2004, aux conditions suivantes:
 - être en vie
 - bénéficiaire de la pension légale
 - bénéficiaire d'une rente en conséquence du régime de la prime annuelle
 - avoir terminé toute activité professionnelle.

9) Fonds de pension

L'institution de prévoyance, "Havenpensioenfonds 301.01" constituée sous forme d'une association d'assurances mutuelles (AAM) dont le siège social est établi à Brouwersvliet 33, 2000 Antwerpen.

10) Age terme (anticipé)

Le moment auquel l'affilié a droit au versement de la pension complémentaire en cas de vie. L'âge terme normal est fixé au premier jour du mois à compter du moment où l'âge de 65 ans est atteint. L'affilié peut obtenir le versement des réserves acquises obtenues pendant les cinq dernières années précédant l'âge terme normal.

11) Cotisation de pension complémentaire

Le montant encaissé par le Fonds et versé par ce dernier au fonds de pension et qui est destiné au régime de pension complémentaire, en exécution de la CCT sectorielle du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique, ainsi que pour les gens de métier.

12) Réserve collective

Réserve relative à la partie de l'engagement de pension afférente aux années de service prestées avant le 1^{er} janvier 2005.

13) Réserve libre

La réserve libre se compose des réserves qui ne concernent pas les comptes individuels ni la réserve collective.

Lorsque la cotisation de pension versée totale est inférieure à celle qui, en vertu du présent règlement ou du règlement de solidarité, doit être attribuée aux comptes individuels ou à la réserve collective, la différence est puisée de la réserve libre. L'actif de la réserve libre ne peut plus être repris dans le patrimoine du Fonds.

14) Comptes individuels

Deux comptes individuels sont créés pour chaque affilié au sein du fonds de pension:

- le compte individuel de la cotisation (T) relative à la partie de l'engagement de pension afférent aux années de service prestées avant le 1^{er} janvier 2005 et sur lequel les cotisations individuelles pour la pension, payées par le Fonds, sont versées,
- le compte individuel pour les réserves éventuellement amenées (TR).

15) Réserves acquises

Les réserves auxquelles l'affilié a droit à un certain moment conformément au présent règlement de pension et aux dispositions légales en la matière.

16) Prestations acquises

Les prestations sur lesquelles l'affilié peut faire valoir ses droits, à l'âge terme, conformément au présent règlement de pension et aux dispositions légales en la matière, lorsqu'il laisse les réserves acquises auprès du Fonds de pension au moment de sa sortie.

17)LPC

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (M.B. 15 mai 2003, 2^e édition erratum M.B. 26 mai 2003) complétée par ses arrêtés d'exécution.

18)CBFA

Commission bancaire, financière et des assurances, responsable du contrôle des organismes de pension et de la surveillance des dispositions sociales de la LPC.

19)AR - Institutions de prévoyance

AR du 7 mai 2000 et du 15 novembre 2003 concernant les institutions de prévoyance.

20)Actuaire désigné

Actuaire reconnu par la CBFA qui est responsable du calcul des obligations prévues par la LPC.

21)Commissaire reconnu

Réviseur reconnu par la CBFA qui est responsable du contrôle des comptes annuels et du bilan du fonds de pension.

22)Asset manager

Institution(s) financière(s) dirigeant et exécutant la politique d'investissement du fonds de pension suite au règlement de pension.

23)Plan de financement

Plan esquissant les lignes actuarielles pour le financement de l'engagement de pension complémentaire et qui, de prime abord, vise à gérer la réserve collective et à contrôler que celle-ci est suffisamment grande. Le plan de financement est rédigé, conformément à l'engagement de pension fait dans le règlement de pension, par un actuaire désigné de commun accord par le Fonds et par le fonds de pension. Les modifications au plan de financement nécessitant un ajustement de la cotisation des employeurs en général et/ou ayant un impact possible sur la cotisation versée sur le compte individuel des affiliés, seront analysées. La compétence de décision finale appartient toutefois au Fonds.

24)Plan d'investissement

Plan détaillant la politique d'investissement en matière des valeurs représentatives correspondant aux obligations.

25)Traitement brut

Le traitement brut traité sous le code de rémunération 10.

4. DISPOSITIONS EN MATIERE DE LA REALISATION DU PLAN DE PENSION COMPLEMENTAIRE

Ce plan de pension comprend:

- le règlement de pension déterminant les droits et obligations du Fonds, des affiliés et du fonds de pension;
- les comptes individuels et les fiches d'information annuelles rédigés au nom de chaque affilié sur base des informations transmises par le Fonds;
- le plan de financement;
- le plan d'investissement.

L'organisateur tient le texte du règlement à la disposition de chaque affilié.

5. CONDITIONS D'AFFILIATION

Tout salarié tombant sous le champ d'application du NPCHA est affilié automatiquement et obligatoirement.

Les personnes pensionnées avant le 1^{er} janvier 2005 ainsi que les personnes parties qui répondent à la description de l'article 3(8), sont également affiliées automatiquement et obligatoirement.

CHAPITRE 2
PENSION

6. ENGAGEMENT DE PENSION COMPLEMENTAIRE

6.1. quel engagement de pension ?

En ce qui concerne les salariés qui tombaient déjà sous le champ d'application du NPCHA avant le 1^{er} janvier 2005, la carrière est divisée en deux parties : les années de service jusqu'au et y compris le 31 décembre 2004 et celles à partir du 1^{er} janvier 2005.

La pension complémentaire pour la période jusqu'au et y compris le 31 décembre 2004 est définie sous la forme d'une "prestation définie" et la carrière à partir du 1^{er} janvier 2005 suivant le type "contribution définie".

6.1.1. en ce qui concerne les salariés qui tombaient déjà sous le champ d'application du NPCHA avant le 1^{er} janvier 2005

L'engagement de pension pour ce groupe de salariés consiste en deux volets :

- d'une part, une "prestation définie" se rapportant aux années de reconnaissance comme travailleur portuaire ou aux années d'inscription comme homme de métier avant le 1^{er} janvier 2005,
- d'autre part, une "contribution définie" se rapportant aux années à partir du 1^{er} janvier 2005.

volet 1: prestation définie - les années avant le 1^{er} janvier 2005

La prestation définie consiste à payer, à l'âge terme, une rente annuelle de 25 EUR par année de reconnaissance comme travailleur portuaire ou par année d'inscription comme homme de métier prestée. Ce montant est adapté au 1^{er} janvier de chaque année moyennant un pourcentage égal à l'augmentation de l'indice arithmétique moyen des prix à la consommation pris en considération pour le traitement de base, et ce considéré pendant la période d'octobre à octobre suivant la formule ci-après:

$$\frac{\text{Indice d'octobre de l'année en cours} - \text{indice d'octobre de l'année passée} \times 100}{\text{Indice d'octobre de l'année passée}}$$

Cette adaptation aura lieu pour la première fois au 1^{er} janvier 2006.

volet 2: contribution définie - les années à partir du 1^{er} janvier 2005

Une contribution définie de 0,5% du traitement brut est versée mensuellement. Le salarié peut décider lui-même si cette contribution sert également à financer le décès avant l'âge terme, en d'autres mots, si cette contribution ne finance qu'un capital pension ou également un capital décès. Le capital décès pour lequel il peut être opté est la capitalisation des réserves de ce volet (donc uniquement le volet 2). Ce choix doit être communiqué par écrit à l'organisateur pour le 30 juin 2005 au plus tard. Si aucun choix n'est communiqué, le salarié est supposé constituer uniquement une pension. Le choix peut être modifié, au maximum, une fois tous les 3 ans. Cette modification de choix doit également être communiquée à l'organisateur par écrit.

Si l'engagement de pension (les deux volets), exprimé en une rente brute constante annuelle, calculé sur la tête de l'affilié uniquement, et en supposant qu'il soit opté dans le volet 2 pour la simple constitution de pension (donc sans couverture décès avant l'âge terme), est inférieur à la rente annuelle brute résultant des engagements pris dans le Codex Contingent général, le Codex Contingent logistique ou le Codex Gens de métier, la différence pour les

salariés actifs est suppléée par le fonds de pension. Pour la conversion du capital en rente, il est fait usage des paramètres légaux habituels.

6.1.2. en ce qui concerne les salariés tombant sous le champ d'application du NPCHA à partir du 1^{er} janvier 2005

L'engagement de pension ne consiste pour ce groupe de salariés qu'en une "contribution définie". Une contribution définie de 0,5 % du traitement brut est versée mensuellement. Le salarié peut décider lui-même si cette contribution sert également à financer le décès avant l'âge terme, en d'autres mots, si cette contribution ne finance qu'un capital pension ou également un capital décès. Le capital décès pour lequel il peut être opté est la capitalisation des réserves. Ce choix doit être communiqué par écrit à l'organisateur et ce, au plus tard, dans les 6 mois à compter de l'affiliation. Si aucun choix n'est communiqué, le salarié est supposé constituer uniquement une pension. Le choix peut être modifié, au maximum, une fois tous les 3 ans. Cette modification de choix doit également être communiquée par écrit à l'organisateur.

6.1.3. en ce qui concerne les salariés déjà pensionnés avant le 31 décembre 2004

Il est déjà payé pour ce groupe d'(anciens) salariés une rente viagère, conformément au régime de pension complémentaire tel qu'il existait auprès du Fonds. Le régime de pension complémentaire organisé au sein du Fonds cesse d'exister et le fonds de pension reprend les obligations existantes du Fonds, en exécution des dispositions de la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique, ainsi que pour les gens de métier.

Le Fonds communique une seule fois les montants au fonds de pension. Ces montants sont adaptés au 1^{er} janvier de chaque année moyennant un pourcentage égal à l'augmentation de l'indice arithmétique moyen des prix à la consommation pris en considération pour le traitement de base, et ce considéré pendant la période d'octobre à octobre suivant la formule ci-après:

$$\frac{\text{Indice d'octobre de l'année en cours} - \text{indice d'octobre de l'année passée} \times 100}{\text{Indice d'octobre de l'année passée}}$$

Cette adaptation aura lieu pour la première fois au 1^{er} janvier 2006.

6.2. le financement

6.2.1. le versement des cotisations de pension

Le fonds de pension est alimenté de la façon suivante:

- une dotation unique, puisée directement du Fonds, c'est-à-dire les fonds destinés à allouer la pension complémentaire pour les salariés qui tombaient déjà sous le champ d'application du NPCHA avant le 1^{er} janvier 2005;

- une dotation annuelle de 2% sur la masse des traitements bruts, en ce compris
 - la cotisation de sécurité sociale due de 8,86%, destinée à la pension complémentaire;
 - les prestations de solidarité;
 - les manquants éventuels résultant du plan de financement;
- une dotation annuelle de 0,5% des traitements bruts qui doivent être versés sur les comptes individuels des affiliés.

Sur base du règlement de solidarité, des primes de remplacement peuvent être versées sur le compte individuel de l'affilié.

Le paiement de ces dotations par le Fonds au fonds de pension se fait sur base mensuelle.

Le Fonds, en sa qualité d'organisateur, encaisse à cet effet les cotisations de pension nécessaires de chacun des employeurs tombant sous son champ d'application. Ceci n'empêche toutefois pas que le Fonds reste finalement responsable envers le fonds de pension du paiement correct et dans les délais des cotisations de pension.

6.2.2. obligations du Fonds

Le Fonds communique mensuellement au gestionnaire du fonds de pension toutes les données nécessaires afin de pouvoir contrôler les versements. La convention de gestion conclue entre le Fonds et le gestionnaire du fonds de pension reprendra une liste des données nécessitées.

Le fonds de pension ou son gestionnaire effectue un contrôle mensuel sur base des données communiquées et calcule les réserves acquises des affiliés.

6.2.3. fin de la cotisation de pension

Dans les trois situations suivantes - dans lesquelles il est question d'une cessation définitive du contrat de travail - le financement de l'engagement de pension cesse pour l'affilié:

- lorsque l'affilié quitte le secteur auquel ce règlement de pension est applicable;
- lorsque l'âge terme est atteint;
- lors du décès de l'affilié.

Plus aucune cotisation de pension n'est donc encore due.

Au cas où le contrat de travail serait temporairement suspendu et pour autant que les conditions du règlement de solidarité soient remplies, la cotisation de pension continuera à être payée sur base du règlement de solidarité.

Lorsque l'affilié décède, l'engagement de pension est entièrement supprimé et le solde du compte individuel est attribué au fonds de pension, à moins que l'affilié n'ait opté pour une couverture décès, auquel cas le capital décès sera versé suivant les modalités des articles 10 et 11.

6.2.4. dotations payées tardivement ou non payées

En cas de non paiement des dotations, la procédure suivante est suivie:

- en cas de non paiement dans les 30 jours suivant le 5^{ème} jour ouvrable de chaque mois, le Fonds est mis en demeure par le fonds de pension par lettre recommandée;
- si, à la suite de cette mise en demeure, le paiement n'est pas effectué endéans les 30 jours, le fonds de pension en avise le Président du NPCHA;
- en cas de non paiement dans les 90 jours à compter du 5^{ème} jour ouvrable de chaque mois, il est signalé au Fonds que les comptes individuels de ses affiliés seront clôturés en cas de non paiement endéans les trois semaines.

Le fonds de pension avisera chaque affilié concerné par courrier.

La mise en demeure du Fonds entraîne la dette d'un intérêt de retard de 5% par an. Cet intérêt de retard est calculé sur les cotisations de pension dues impayées en proportion du nombre de jours d'arriéré, tout en considérant qu'un an compte 365 jours. Les frais de la mise en demeure et de l'exécution de cette procédure sont en outre à la charge du Fonds.

6.3. rendement du fonds de pension

La capitalisation des cotisations de pension et des réserves introduites éventuelles s'effectue sur base du rendement réalisé par le fonds de pension et dans les limites du tarif déposé.

Une adaptation du portefeuille - à moins que celle-ci ne résulte de dispositions légales ou impératives - doit d'abord être soumise à l'organisateur et doit être approuvée par ce dernier.

7. ANTICIPATION

Un versement anticipé est possible lorsque l'affilié cesse de travailler au Port d'Anvers, et ce, au plus tôt, cinq ans avant l'âge terme.

8. DROITS ACQUIS

8.1. le volet "contribution définie"

la règle de rendement minimum légal

Lors de la sortie ou de la mise à la retraite de l'affilié ou lors de la suppression du régime de pension, les cotisations de pension versées à partir du 1^{er} janvier 2005 sur le compte individuel par le Fonds, doivent au moins être capitalisées suivant la règle de rendement minimum légal. Ceci signifie concrètement que les cotisations de pension, dont est déduit le montant nécessaire pour la couverture du risque de décès éventuel et la couverture des frais limité à 5% des cotisations de pension, sont capitalisées au taux maximum de référence pour les opérations d'assurance de longue durée définis par les arrêtés d'exécution de la loi du 9 juillet 1975, diminué de 0,5%.

Le taux maximum de référence mentionné ci-dessus est remplacé, pour les personnes affiliées depuis moins de cinq ans, par une indexation de ces cotisations de pension conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. Cette règle d'indexation n'est toutefois pas appliquée lorsque le résultat du calcul suivant la règle d'indexation est supérieur au résultat émanant du calcul avec le taux maximum de référence pour les opérations d'assurance de longue durée défini par les arrêtés d'exécution de la loi du 9 juillet 1975, diminué de 0,5%.

En cas de modification du taux de référence légal mentionné, l'ancien taux sera appliqué, pour le calcul des minima précités, sur les cotisations versées avant cette modification, et ce, jusqu'au moment où cette modification survient. Le nouveau taux sera d'application à partir du moment de la modification.

Cette règle de rendement minimum légal est applicable au compte « T » mais pas au compte « TR ».

à l'âge terme

A l'âge terme normal, il est versé à l'affilié un capital pension dont le montant correspond aux cotisations de pension versées et capitalisées par le Fonds sur le compte individuel T. Ce montant est au moins égal à la règle de rendement minimum légal.

L'affilié a, en outre, droit aux réserves éventuellement constituées individuellement (compte TR) capitalisées selon le rendement du fonds d'investissement.

en cas d'anticipation

En cas d'anticipation, l'affilié a droit au montant correspondant aux cotisations de pension versées et capitalisées par le Fonds sur le compte individuel T. Ce montant est au moins égal à la règle de rendement minimum légal.

L'affilié a, en outre, droit aux réserves éventuellement constituées individuellement (compte TR) capitalisées selon le rendement du fonds d'investissement.

Ensuite, l'affilié a le choix entre:

- le retraitement immédiat de ces montants, s'il a minimum 60 ans;
- la capitalisation continuée de ces montants dans le fonds de pension, jusqu'à l'âge terme au plus tard. En cas de décès avant cette date et lorsque aucun bénéficiaire n'a été désigné, les montants capitalisés reviennent au fonds de pension.

lorsque l'affilié sort du secteur

Lorsque l'affilié sort du secteur, le paiement des cotisations de pension prend fin.

L'affilié a dans ce cas droit au montant correspondant aux cotisations de pension versées et capitalisées par le Fonds sur le compte individuel T (tout en respectant la règle de rendement minimum légal) à condition que l'affilié soit affilié au fonds de pension depuis au moins un an. Lorsqu'il est affilié depuis moins d'un an, le montant déjà capitalisé revient au fonds de pension. En plus, l'affilié a droit aux réserves éventuellement constituées individuellement (compte TR) capitalisées selon le rendement du fonds d'investissement.

L'affilié a le choix entre:

- la capitalisation continuée de ces montants dans le fonds de pension, jusqu'à l'âge terme au plus tard. En cas de décès avant cette date et lorsque aucun bénéficiaire n'a été désigné, les montants capitalisés reviennent au fonds de pension;
- le transfert de ces montants vers l'organisme de pension du nouvel employeur ou secteur;
- le transfert de ces montants vers un organisme de pension qui répartit le bénéfice total entre les affiliés en fonction de leurs réserves et qui limite les frais suivant l'AR du 14 novembre 2004.

A partir du moment où les montants capitalisés sont communiqués à l'affilié par le Fonds, l'affilié dispose, conformément à l'article 32 de la LPC, de 30 jours pour communiquer la destination de ses montants capitalisés. A défaut de communication dans ce délai, les montants capitalisés restent dans le fonds de pension et ils continuent à être capitalisés, jusqu'à l'âge terme au plus tard. L'affilié peut toutefois demander à tout moment d'encore transférer ses réserves vers un des organismes de pension précités.

Le fonds de pension peut être mandaté par le Fonds pour faire cette communication aux affiliés.

Les montants communiqués sont considérés comme des minima jusqu'au moment du retrait.

L'exécution du transfert ainsi que du paiement est subordonné à la signature d'une quittance en faveur du fonds de pension par laquelle l'affilié exonère le fonds de pension de toutes obligations envers lui.

8.2. le volet "prestations définies"

Les prestations concernant la pension complémentaire servant à tout moment de base pour le calcul des réserves acquises minimales, égalent :

$$t/n * (N * \text{prestation définie par an})$$

et:

t = période d'affiliation au fonds de pension, exprimée en années et en mois
n = période totale d'affiliation au fonds de pension jusqu'à l'âge de 60 ans, exprimée en années et en mois; « n » égalera au moins 1 dans tous les cas

N = la période de reconnaissance comme travailleur portuaire ou la période d'inscription comme homme de métier avant le 1^{er} janvier 2005, exprimée en années et en mois

prestation définie par an = le montant tel qu'il est mentionné à l'article 6.1.1., volet 1 (25 EUR pour l'année 2005)

Il est en outre stipulé que la fraction t/n est égale ou inférieure à 1.

9. VERSEMENT DU CAPITAL DE LA PENSION COMPLÉMENTAIRE

Lors de la liquidation, l'affilié a la possibilité de faire convertir le paiement unique des droits au capital en rente viagère.

Le choix d'une liquidation sous la forme d'une rente viagère doit être communiqué par écrit par l'affilié au fonds de pension, à l'aide d'un document daté et signé par l'affilié. Selon les préférences de l'affilié, il peut s'agir d'une rente viagère qui, en cas de décès ultérieur (donc ultérieurement à l'âge terme) est transmissible à maximum 80% au conjoint survivant ou au partenaire cohabitant. L'affilié peut opter pour une indexation annuelle fixe de la rente viagère avec un maximum de 2%.

La conversion est réalisée conformément aux tarifs d'assurance en vigueur au moment de la liquidation, en fonction de l'âge de l'affilié et du conjoint ou partenaire cohabitant éventuel, des pourcentages de transmissibilité choisis et de l'indexation.

CHAPITRE 3
DECES

10. DISPOSITIONS EN CAS DE DECES AVANT L'AGE NORMAL DE LA RETRAITE

Lorsque l'affilié décède avant l'âge terme et qu'il s'avère au moment de son décès que l'affilié a opté pour une couverture décès, il sera versé au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 11, un capital décès dont le montant correspond à la somme du:

- montant mentionné sur le compte individuel T au jour du décès;
- montant mentionné sur le compte individuel TR au jour du décès.

L'exécution du versement est subordonnée à la signature d'une quittance en faveur du Fonds par laquelle le(s) bénéficiaire(s) exonère(nt) le Fonds de toutes ses obligations envers lui (eux).

11. CLAUSE BENEFICIAIRE

En cas de décès de l'affilié avant l'âge terme, le capital prévu en cas de décès, mentionné à l'article 10, est versé au(x) bénéficiaire(s) suivant(s):

- le conjoint ou le partenaire officiellement cohabitant;
- à défaut, le bénéficiaire désigné par l'affilié;
- à défaut, les enfants de l'affilié, en parts égales;
- à défaut, la réserve collective du Fonds.

Le Fonds ne tient compte de la désignation, la révocation ou la modification du bénéficiaire que lorsqu'il en a été avisé par écrit. Cette désignation, révocation ou modification est subordonnée aux dispositions du présent article.

CHAPITRE 4
FONCTIONNEMENT DU FONDS DE PENSION

12. GESTION DU FONDS DE PENSION

Le fonds de pension est géré conformément aux statuts.

Le rendement obtenu du fonds de pension est calculé mensuellement par l'asset manager. Les modalités de ce calcul sont commentées dans la (les) convention(s) de gestion.

Au 31 décembre de chaque année calendrier, des comptes annuels sont établis et un rapport actuariel est rédigé par l'actuaire désigné.

Le premier janvier de chaque année constitue la date d'adaptation annuelle. Les fiches d'information individuelles sont établies sur base des données en vigueur à la date annuelle d'adaptation. Ces fiches mentionnent les allocations versées pour la pension ainsi que l'état des comptes individuels. En ce qui concerne les affiliés qui tombaient déjà sous le champ d'application du NPCHA avant le 1^{er} janvier 2005, la fiche d'information individuelle sera composée de deux volets : un volet "contribution définie" et un volet "prestation définie".

Le Conseil d'Administration du fonds de pension est en outre autorisé à conclure les (ré)assurances qu'il estime nécessaires pour sauvegarder l'équilibre du fonds de pension.

13. REVENUS DU FONDS DE PENSION

Les revenus du fonds de pension consistent en:

- les dotations du Fonds pour la pension;
- les revenus émanant d'investissements;
- n'importe quelles donations, subsides ou entrées;
- les suppléments éventuels résultant de l'application du plan de financement.

14. DEPENSES DU FONDS DE PENSION

Le fonds de pension doit tenir compte des dépenses suivantes:

- les frais de gestion;
- les rentes en cours des rentiers au 31 décembre 2004;
- les capitaux/rentes pour les années de service avant le 1^{er} janvier 2005;
- les capitaux/rentes pour les années de service à partir du 1^{er} janvier 2005.

15. RESERVES AMENEES

Tout affilié peut amener des réserves constituées auprès d'un autre organisateur dans le cadre d'une constitution de pension complémentaire. Ces réserves sont versées sur un compte individuel séparé (TR) et sont capitalisées selon le rendement du fonds de pension.

16. CHARGES DE FONCTIONNEMENT - TAXES ET IMPOTS

Les taxes sur les dotations, pour autant que ces dotations ne bénéficient pas de l'exonération en tant que plan social, sont supportées par le Fonds, ainsi que la cotisation ONSS sur les cotisations patronales pour la pension complémentaire.

17. APPLICATION ET INTERPRETATION DU REGLEMENT

Le Conseil d'Administration du fonds de pension décide de l'application et de l'interprétation des dispositions du présent règlement de pension.

Les modifications au règlement de pension que le Conseil estimerait selon les circonstances utiles ou nécessaires, en outre pour sauvegarder l'équilibre financier du fonds de pension, ne sont exécutées qu'après concertation préalable avec l'organisateur, le Fonds. Le pouvoir de décision final appartient au Fonds.

Les modifications qui résulteraient, pour les employeurs, en une augmentation des dotations pour la pension, doivent être reprises dans une CCT.

18. OBLIGATIONS DU FONDS

Tout renseignement nécessaire pour l'application du présent règlement de pension doit immédiatement être communiqué par le Fonds au fonds de pension.

La (les) convention(s) de gestion conclue(s) entre le gestionnaire et l'asset manager du fonds de pension d'une part et le fonds de pension d'autre part, déterminera (détermineront) quels renseignements doivent être fournis par le Fonds.

19. DROITS AUX AVANTAGES

Les affiliés peuvent, dès le moment où ils sont affiliés, faire valoir leurs droits sur les avantages de pension, sauf lorsqu'ils tombent sous le champ d'application du NPCHA depuis moins d'un an.

Sous réserve des dispositions des articles 1409 et 1410 du Code Judiciaire, ces droits ne peuvent pas faire l'objet d'une renonciation, cession ou mise en gage. Des opérations pareilles seraient nulles de plein droit.

Tout paiement en application du présent règlement de pension est sujet aux prélèvements et retenues qui sont prévus par la loi et en vigueur au moment du paiement. Ces prélèvements et retenues sont à charge de l'affilié.

20. RUPTURE DE L'EQUILIBRE DU FONDS DE PENSION

Il faut entendre par la rupture de l'équilibre financier du fonds de pension, le fait que l'ensemble des valeurs représentatives du fonds de pension ne suffise plus pour couvrir les engagements du fonds de pension. Le fonds de pension devra en aviser l'organisateur- le Fonds - sans délai.

Au cas où l'équilibre serait rompu, le fonds de pension introduira un plan de redressement à court terme. Ce plan sera soumis à l'approbation de la Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA), après que le Fonds aura décidé.

21. LIQUIDATION DU FONDS DE PENSION

En cas de liquidation du fonds de pension, les droits des affiliés seront respectés.

Si, en cas de liquidation du fonds de pension, le Fonds ne crée pas d'autre plan de pension en faveur des affiliés, l'excédent éventuel inscrit à l'actif est divisé entre les affiliés, proportionnellement aux réserves constituées pour chaque affilié sur les comptes individuels.

Si, en cas de liquidation du fonds de pension, les réserves constituées des affiliés sont transférées vers un autre plan de pension, l'excédent inscrit à l'actif est utilisé pour financer celui-ci.

La liquidation du fonds de pension entraînera automatiquement la résiliation de la convention de gestion du régime de solidarité.

Le fonds de pension communique par écrit la décision de liquidation et les conséquences de cette liquidation aux affiliés. Afin de sauvegarder les droits acquis

des affiliés, le Fonds souscrira une assurance groupe et les comptes individuels seront intégrés dans des contrats individuels.

22. PRISE D'EFFET

Le présent règlement de pension prend effet le 1^{er} janvier 2005, malgré le fait que les annexes au Moniteur belge ne reprendront la publication de la permission qu'après cette date. Ceci signifie que le Fonds est redevable des cotisations de pension au fonds de pension à partir du 1^{er} janvier 2005. Un rendement ne sera toutefois accordé qu'à partir de la date du versement effectif des cotisations de pension.

CHAPITRE 5
DISPOSITIONS DIVERSES

23. TAXES ET IMPOTS SUR LA COTISATION DE PENSION

Sur base de la législation fiscale en vigueur au jour de prise d'effet du présent règlement de pension, les cotisations de pension représentent des charges professionnelles déductibles pour les employeurs pour autant que la règle des 80% soit respectée.

Le montant exprimé en rente annuelle:

- des prestations en cas de mise à la retraite, assurées par le présent règlement,
- des pensions légales;
- des autres prestations extralégales de même nature auxquelles l'affilié a droit,

ne peut excéder 80% du dernier traitement brut normal, en tenant compte d'une durée normale d'activité professionnelle, et d'une réversibilité de la rente au bénéficiaire du conjoint survivant de 80%, ainsi que d'une indexation de la rente de maximum 2%.

24. INFORMATION ANNUELLE AUX AFFILIES

Chaque année, le Fonds de pension transmettra à chaque affilié un extrait de compte individuel. Ce document mentionnera le montant de la cotisation de pension, une estimation du capital de la pension complémentaire (en tenant compte d'un certain nombre de paramètres évalués d'une façon réaliste) payable à l'âge terme (la prestation acquise) ainsi que les réserves déjà acquises.

A partir de l'âge de 45 ans, il sera fait mention du montant correspondant à la conversion du capital de la pension complémentaire payable à l'âge terme (la prestation acquise) en rente viagère sur base des tarifs en vigueur à la date d'émission de l'extrait de compte.

25. FORMALITES EN CAS DE LIQUIDATION

En cas de liquidation du contrat, l'affilié doit transmettre les documents suivants au fonds de pension:

- un formulaire de liquidation des prestations, rédigé par le fonds de pension, dûment complété et signé par l'affilié ou son représentant légal, légalisé par l'administration communale où l'affilié tient son domicile légal;
- une copie de la notification de la décision de la pension légale (document pouvant être obtenu auprès de l'Office National des Pensions);
- une copie de la carte d'identité et de la carte SIS de l'affilié ou, pour les affiliés qui ne sont pas des habitants du royaume, tout autre document officiel permettant d'identifier l'affilié (par exemple une copie du passeport ou du permis de travail).

Le fonds de pension pourra exiger tout document complémentaire lui permettant de vérifier l'identité du bénéficiaire.

26. VIE PRIVEE

Les données personnelles des affiliés fournis soit par eux-mêmes, soit par le Fonds, ainsi que les données personnelles obtenues ultérieurement, peuvent être reprises dans un registre de personnes tenu par le gestionnaire. La législation en matière de la protection de la vie privée est d'application sur ce registre.

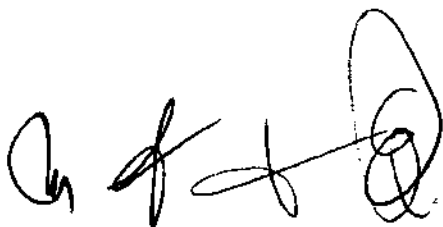
En s'affiliant à la présente pension complémentaire sectorielle, l'affilié est supposé être d'accord avec le fait que ses données personnelles sont transmises au gestionnaire. Le gestionnaire a une obligation de réserve en ce qui concerne les données qui lui sont transmises et doit respecter la législation en matière de la protection de la vie privée.

27. CREATION D'UNE STRUCTURE D'ACCUEIL

S'il s'avère ultérieurement qu'une structure d'accueil est nécessaire, le fonds de pension pourra en créer une auprès d'un assureur. Les rentes pour lesquelles les bénéficiaires opteraient après la création de cette structure pourraient en outre être cédées à cette structure d'accueil.

28. RUPTURE DU CONTRAT

Le contrat conclu entre le Fonds et le fonds de pension ne peut être modifié ou résilié que par le biais d'une CCT qui tient compte des dispositions en la matière fixées par la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique, ainsi que pour les gens de métier.



**REGLEMENT DE SOLIDARITE SECTORIEL
ANNEXE AU REGLEMENT DE PENSION COMPLEMENTAIRE SOCIAL
en faveur des salariés du NPCHA**

1. BUT ET OBJET DU REGIME DE PRESTATIONS DE SOLIDARITE

En exécution de la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les ouvriers portuaires du contingent général et du contingent logistique ainsi que pour les gens de métier, le Fonds instaure un régime de prestations de solidarité en faveur des salariés répondant à la définition "d'affilié" reprise à l'article 3(8).

Le but du présent règlement consiste à définir les conditions et modalités des prestations de solidarité, tout en tenant compte des obligations légales.

La gestion financière et administrative, ainsi que la couverture de certains risques de ce régime de prestations de solidarité sont confiées au fonds de pension. Les modalités feront l'objet d'une convention de gestion conclue entre le fonds de pension et le gestionnaire du fonds de pension, tout en tenant compte des principes du présent règlement de solidarité.

2. APPLICATION DANS LE TEMPS

Le régime de prestations de solidarité prend effet au 1^{er} janvier 2005. La continuation de ce régime est liée au régime de pension complémentaire, instauré par la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique ainsi que pour les gens de métier.

3. DEFINITIONS

- 1) **CCT**
Convention collective de travail.
- 2) **L'organisateur**
La personne morale, composée paritairement, désignée via une convention collective de travail par les organisations représentatives d'une commission ou d'une sous-commission paritaire, constituée en vertu du chapitre III de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, qui a instauré un régime de pension.
- 3) **NPCHA**
La sous-commission paritaire 301.01 pour le port d'Anvers dénommée "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen".
- 4) **Régime de pension complémentaire**
Le régime de pension complémentaire sectoriel, instauré par la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique, ainsi que pour les gens de métier, en exécution des CCT du 22 décembre 2003 afférentes au fonds de prime conclu par le NPCHA.

5) Engagement de solidarité

Le régime sectoriel de prestations de solidarité instauré par la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique ainsi que pour les gens de métier.

6) Fonds

Le "Compensatiefonds voor Bestaanszekerheid - Haven van Antwerpen", en tant que fonds de sécurité d'existence institué conformément à la Loi du 7 janvier 1958, agissant comme l'organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel social tel que défini dans la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique ainsi que pour les gens de métier.

7) Règlement

Le présent règlement ainsi que chaque avenant ou modification du présent règlement.

8) Affilié

Tout salarié tombant sous le champ d'application de la CCT du 06/12/2004 conclue au sein du "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" portant l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les travailleurs portuaires du contingent général et du contingent logistique ainsi que pour les gens de métier, est automatiquement et obligatoirement affilié.

9) Cotisation de solidarité

Le montant, payé par le Fonds au fonds de pension, servant au financement de l'engagement de solidarité.

10) Fonds de pension

L'institution de prévoyance, "Havenpensioenfond 301.01" constituée sous forme d'une association d'assurances mutuelles (AAM) dont le siège social est établi à Brouwersvliet 33, 2000 Antwerpen.

11) Fonds de solidarité

Régime de réserve collective au sein du fonds de pension, géré conformément aux buts et dispositions définis dans le présent règlement. Ce régime est géré par le fonds de pension séparément de ses autres activités.

12) Age terme

Le moment jusqu'auquel l'affilié a droit aux prestations de solidarité. L'âge terme normal est lié à celui du règlement de pension complémentaire sectoriel et est fixé au premier du mois à compter du jour où l'âge de 65 ans est atteint. Lorsque l'affilié obtient le paiement des réserves acquises dans les cinq dernières années précédant l'âge terme normal, les prestations de solidarité prennent fin.

13) Salaire de référence

- **pour les périodes assimilées de chômage:** 66% du salaire journalier de base\shift de jour d'un travailleur portuaire du contingent général
- **pour toutes les autres périodes assimilées:** le salaire journalier de base\shift de jour par catégorie professionnelle

14) CBFA

Commission bancaire, financière et des assurances, responsable du contrôle des organismes de pension et de la surveillance des dispositions sociales de la LPC.

15) AR - Institutions de prévoyance

AR du 7 mai 2000 et du 15 novembre 2003 concernant les institutions de prévoyance.

16) AR - Régime de solidarité

AR du 14 novembre 2003 déterminant les prestations de solidarité.

17) AR - Financement du régime de solidarité

AR du 14 novembre 2003 déterminant les règles en matière du financement et de la gestion d'un engagement de solidarité.

18) Actuaire désigné

Actuaire reconnu par la CBFA qui est responsable du calcul des obligations prévues par la LPC.

19) Commissaire reconnu

Réviseur reconnu par la CBFA qui est responsable du contrôle des comptes annuels et du bilan du fonds de pension.

20) Asset manager

Institution(s) financière(s) dirigeant et exécutant la politique d'investissement du fonds de pension suivant le règlement de pension.

21) Tarif à risque

Ce tarif tient compte des lois de survenance des garanties à couvrir.

4. ENGAGEMENT DE SOLIDARITE

Pour autant que les moyens soient disponibles, les prestations de solidarité suivantes sont prévues:

La continuation du financement de la pension complémentaire pendant:

- les périodes de chômage temporaire dans le sens des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 en matière des contrats de travail et le chômage résultant de force majeure, grève ou lock-out ou résultant de la fermeture à cause des vacances annuelles;
- les périodes de chômage involontaire, sans dépasser une période ininterrompue de 12 mois;
- les périodes d'incapacité de travail primaire indemnisées et résultant de maladie, repos d'accouchement ou de grossesse, et les périodes couvertes par une incapacité de travail temporaire à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

L'augmentation des rentes de pension ou des rentes de survie en cours.

L'ensemble des engagements de solidarité est une obligation de moyen. Ceci signifie que les niveaux des prestations de solidarité peuvent être adaptés par le Fonds aux moyens disponibles existants et attendus.

Le but en est de maintenir l'équilibre financier, conformément aux dispositions de la LPC, l'AR - régime de solidarité et l'AR - Financement du régime de solidarité, et cela se fait en concertation avec l'actuaire désigné du fonds de pension. La compétence de décision finale réside appartient au Fonds.

La continuation du financement de la pension complémentaire est basée sur 0,5 % du traitement de référence tel que stipulé à l'article 3(13).

5. FONDS DE SOLIDARITE

En exécution du présent règlement, un fonds de solidarité est instauré.

Le fonds de solidarité appartient à l'ensemble des affiliés.

Lorsqu'un employeur ou un salarié, pour une raison ou une autre, cesse de faire partie du champ d'application du NPCHA (voir article 3(1)), il ne peut d'aucune façon faire valoir ses droits sur les avoirs du fonds de solidarité.

Revenus du fonds de solidarité

Les revenus du fonds de solidarité consistent en:

- une dotation unique en provenance du Fonds;
- les revenus financiers du fonds de solidarité, y compris tant le rendement sur les réserves du fonds de solidarité que la participation aux résultats techniques du fonds de pension.

Le montant nécessaire au financement de l'engagement de solidarité est calculé par le gestionnaire du fonds de pension sur base des données statistiques mises à disposition par le Fonds. Les modalités de ces données statistiques nécessitées sont définies dans la convention de gestion conclue entre le Fonds et le gestionnaire du fonds de pension.

Dépenses du fonds de solidarité

Le patrimoine du fonds de solidarité est exclusivement utilisé :

- pour verser les prestations de solidarité définies par le présent règlement;
- pour financer les primes pour la pension complémentaire des prestations de solidarité définies par le présent règlement et qui sont couvertes par le fonds de pension sur base d'un tarif à risque ;
- pour payer les frais de gestion qui sont nécessaires pour gérer l'engagement de pension, en exécution de la convention de gestion conclue entre le Fonds et le gestionnaire du fonds de pension.

Les allocations pour les prestations de solidarité correspondent à minimum 4,40 % des versements pour le régime de la pension complémentaire.

Les prestations de solidarité sont gérées conformément aux dispositions de l'AR - Financement du régime de solidarité.

6. FORMALITES

Lorsque l'affilié a droit, suivant l'article 4, à des prestations de solidarité, le Fonds en avisera le fonds de pension et communiquera les données nécessaires telles qu'elles sont prévues dans la convention de gestion dont question à l'article 1.

La prestation qui concerne le financement de la pension complémentaire sera versée sur le compte pension individuel du salarié.

7. DISPOSITIONS DIVERSES

Le Fonds met le texte complet du règlement de solidarité à la disposition de l'affilié à la simple demande de ce dernier.

8. PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Pour gérer le régime de solidarité, le Fonds fournit les données personnelles nécessaires au fonds de pension.

Le fonds de pension traite ces données de façon confidentielle et dans le seul but de gérer le régime de pension complémentaire sectoriel social à l'exclusion de toute autre fin commerciale ou autre.

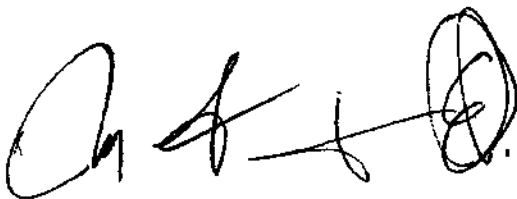
Chaque affilié dont on garde des données personnelles, a le droit de consulter et de demander des corrections de ces données, moyennant demande écrite adressée au fonds de pension en y joignant une copie de la carte d'identité.

9. DROIT APPLICABLE

Le règlement de solidarité ainsi que tout ce qui est lié à ce règlement est régi par le droit belge. Tous litiges éventuels entre parties relatives au présent règlement seront réglés par les tribunaux belges.

10. DISPOSITION FINALE

Le présent règlement est conclu sur base des dispositions et applications connues de la LPC et de ses arrêtés d'exécution.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and strokes, positioned below a horizontal line.

Numéro d'inscription du fonds de pension	
---	--

Bases techniques

A. Les rentiers d'avant le 01/01/2005

1° Table de mortalité

- hommes : MR

- femmes : FR

2° Taux

6% par an

3° Revalorisation de ces pensions prises

Nulle

B. Les actifs pour lesquels la date d'affiliation est antérieure au 01/01/2005

En ce qui concerne ces affiliés, la carrière est divisée en 2 parties:

1° partie : prestation définie pour la carrière antérieure au 01/01/2005

1° Table de mortalité

- hommes : MR

- femmes : FR

2° Taux

6% par an

2° partie : contribution définie pour la carrière postérieure au 01/01/2005

En ce qui concerne cette contribution définie, l'affilié a le choix entre deux possibilités:

- soit aucun versement n'est effectué en cas de décès avant l'âge de la retraite. Dans ce cas, les versements sont assurés dans le cadre d'une assurance "Capital différé sans contre-assurance" et ce sur les bases suivantes:

1° Table de mortalité

- hommes : MR
- femmes : FR

2° Taux

Le rendement de ces versements sera au moins égal au pourcentage mentionné dans la "Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale" (M.B. du 15 mai 2003, erratum M.B. du 26 mai 2003).

3° Chargement sur la prime

5%

- soit un versement est effectué en cas de décès avant l'âge de la retraite. Dans ce cas, les versements sont assurés dans le cadre d'une assurance "Capital différé avec contre-assurance de la réserve" et le capital décès est égal aux réserves constituées au moment du décès. Ces calculs s'effectuent sur les bases suivantes:

1° Table de mortalité

néant

2° Taux

Le rendement de ces versements sera au moins égal au pourcentage mentionné dans la "Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale" (M.B. du 15 mai 2003, erratum M.B. du 26 mai 2003).

3° Chargement sur la prime

5%

C. Les actifs affiliés à partir du 01/01/2005

Ces affiliés ont droit à un versement mensuel sous forme d'une contribution définie.

En ce qui concerne cette contribution définie, l'affilié a le choix entre deux possibilités:

- soit aucun versement n'est effectué en cas de décès avant l'âge de la retraite. Dans ce cas, les versements sont assurés dans le cadre d'une assurance "Capital différé sans contre-assurance" et ce sur les bases suivantes:

1° Table de mortalité

- hommes : MR
- femmes : FR

2° Taux

Le rendement de ces versements sera au moins égal au pourcentage mentionné dans la "Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale" (M.B. du 15 mai 2003, erratum M.B. du 26 mai 2003).

3° Chargement sur la prime

5%

- soit un versement est effectué en cas de décès avant l'âge de la retraite. Dans ce cas, les versements sont assurés dans le cadre d'une assurance " Capital différé avec contre-assurance de la réserve" et le capital décès est égal aux réserves constituées au moment du décès. Ces calculs s'effectuent sur les bases suivantes:

1° Table de mortalité

néant

2° Taux

Le rendement de ces versements sera au moins égal au pourcentage mentionné dans la "Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale" (M.B. du 15 mai 2003, erratum M.B. du 26 mai 2003).

3° Chargement sur la prime

5%

D. Rentiers à partir du 01/01/2005

La conversion du capital en rente s'effectuera en considérant les paramètres suivants:

1° Table de mortalité

- hommes : MR - 5 ans

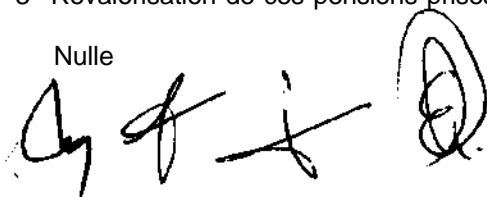
- femmes : FR - 5 ans

2° Taux

3,25%paran

3° Revalorisation de ces pensions prises

Nulle

The image shows four handwritten signatures in black ink. The first three are cursive and appear to be initials or names. The fourth is a circular stamp or seal, possibly containing a logo or a specific mark.

09 -02- 2005

18 -02- 2005

73948 10/30101

<p>COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST van 06-12-2004 gesloten in het NATIONAAL PARITAIR COMITE DER HAVEN VAN ANTWERPEN houdende de INSTELLING VAN EEN SECTORAAL AANVULLEND PENSIOENSTELSEL VOOR DE HAVENARBEIDERS VAN HET ALGEMEEN CONTINGENT, HET LOGISTIEK CONTINGENT EN DE VAKLUI</p>	NR.
--	-----

ARTIKEL 1 - TOEPASSINGSGBIED - OPZEGGING - DUUR

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de haven van Antwerpen "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" genaamd, en op de erkende havenarbeiders van het algemeen contingent en van het logistiek contingent, en op de vaklui.

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2005 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Partijen kunnen deze Collectieve Arbeidsovereenkomst opzeggen mits:

- naleving van de bepalingen van artikel 10 van de Wet van 28 april 2003 op de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (Belgisch Staatsblad van 15 mei 2003)
- een aangetekende brief aan de voorzitter van het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen, welke uitwerking heeft de derde dag na datum van verzending
- naleving van een opzeggingsperiode van zes (6) maanden.

Partijen zullen de algemeen verbindend verklaring vragen.

ARTIKEL 2 - DEFINITIES

"WAP": de Wet van 28 april 2003 op de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (Belgisch Staatsblad 15 mei 2003)

"Inrichter": de inrichter zoals gedefinieerd in de WAP

"Pensioeninstelling": de pensioeninstelling zoals gedefinieerd in de WAP

"NPCHA": het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen

"CAO": Collectieve Arbeidsovereenkomst

"CAO's van 22 december 2003 betreffende het premiefonds":

- artikel 8 van de CAO van 22 december 2003 gesloten in het NPCHA houdende het sociaal akkoord 2003-2004 voor de havenarbeiders van het algemeen contingent
- artikel 3 van de CAO van 22 december 2003 gesloten in het NPCHA houdende het sociaal akkoord 2003-2004 voor de havenarbeiders van het logistiek contingent
- artikel 5 van de CAO van 22 december 2003 gesloten in het NPCHA houdende het sociaal akkoord 2003-2004 voor de vaklui

"Fonds": het **Compensatiefonds** voor Bestaanszekerheid - Haven Van Antwerpen, als fonds voor bestaanszekerheid opgericht overeenkomstig de Wet van 7 januari 1958

"Arbeiders": de arbeiders die onder het toepassingsgebied van onderhavige CAO vallen

"Gepensioneerden van vóór 1 januari 2005": de personen die op 31 december 2004 aan volgende voorwaarden voldoen:

- in leven zijn
- het wettelijk pensioen genieten
- een rente genieten ingevolge het stelsel van de jaarlijkse premie
- iedere beroepsactiviteit hebben stopgezet.

ARTIKEL 3 - DOEL

Deze Collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten met toepassing van artikel 10 van de WAP in uitvoering van de CAO's van 22 december 2003 betreffende het premiefonds.

Deze CAO heeft als uitsluitend **doel** de invoering van een sectoraal sociaal aanvullend pensioenstelsel voor **alle** arbeiders die onder het toepassingsgebied van deze CAO vallen en de regels ervan vast te leggen.

Het in bijlage opgenomen pensioenreglement en **solidariteitsreglement** maken integraal **deel** uit van onderhavige CAO.

ARTIKEL 4 - BEHEER EN INRICHTER

Als inrichter van het sectoraal sociaal pensioenstelsel wordt het Fonds aangeduid en gemachtigd.

Het beheer van het aanvullend pensioen zal worden toevertrouwd aan de pensioeninstelling "Havenpensioenfonds 301.01" Onderlinge Verzekeringsvereniging (OW) rekening houdende met de volgende principes:

- naleving van het pensioenreglement
- naleving van de WAP.

Het beheer van de solidariteitstoezegging zal worden toevertrouwd aan de pensioeninstelling "Havenpensioenfonds 301.01" Onderlinge Verzekeringsvereniging (OW) **mits** naleving van het solidariteitsreglement en van de WAP.

ARTIKEL 5 - TOEZEGGING AANVULLEND PENSIOEN

De aanspraken op het aanvullend pensioen worden bepaald overeenkomstig het pensioenreglement zoals dat in bijlage 1 aan onderhavige CAO is gehecht.

ARTIKEL 6 - SOLIDARITEITSTOEZEGGING

Het sectoraal aanvullend pensioenstelsel wordt aangevuld met een solidariteitstoezegging overeenkomstig de WAP.

De aanspraken op een solidariteitstoezegging worden bepaald overeenkomstig het solidariteitsreglement dat als bijlage 2 aan onderhavige CAO is gehecht.

ARTIKEL 7 - FINANCIERING

De bijdragen voor de pensioentoezegging en de solidariteitstoezegging zullen bij CAO worden vastgelegd.

ARTIKEL 8 - PREMIEFONDS - JAARLIJKSE PREMIE

Aan de gepensioneerden van vóór 1 januari 2005 wordt de rente tot aan hun overlijden betaald.

De reserves die voor de financiering van de in het vorig lid voormelde voordelen in het Fonds werden aangelegd, worden op de datum van de inwerkingtreding van onderhavig sectoraal sociaal pensioenstelsel overgedragen naar het "Havenpensioenfonds 301.01", onder vermindering van eventuele heffingen, taksen enz..

De aanwending van deze reserves wordt in het pensioenreglement en het solidariteitsreglement vastgelegd.

* * *

SECTORAAL SOCIAAL AANVULLEND PENSIOENREGLEMENT
ten gunste van de werknemers van het NPCHA

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

09 -02- 2005

NR.

16/30101

HOOFDSTUK 1
DEFINITIES - DOEL - AANSLUITING

1. DOEL EN VOORWERP VAN HET STELSEL VAN AANVULLEND PENSIOEN

Het financiële en administratieve beheer alsook de dekking van de risico's van dit pensioenplan worden toevertrouwd aan de verzorgingsinstelling "Havenpensioenfonds 301.01", die onder de vorm van een onderlinge verzekeringsvereniging (OW) opgericht werd. Deze verzorgingsinstelling kan bij de uitvoering van de haar toevertrouwde taken beroep doen op (een) derde partij(en). Zij sluit daartoe (een) beheersovereenkomst(en) af met de betrokken partij(en). Onderhavig pensioenreglement omschrijft de rechten en verplichtingen van de aangeslotenen en de inrichter.

De verzorgingsinstelling neemt twee soorten verbintenissen op zich:

- enerzijds een resultaatsverbintenis voor wat betreft het deel van de pensioentoezegging die betrekking heeft op de dienstjaren gepresteerd vóór 1 januari 2005 en
- anderzijds een middelenverbintenis voor wat betreft het deel van de pensioentoezegging die betrekking heeft op de dienstjaren gepresteerd vanaf 1 januari 2005.

2. WERKING IN DE TIJD

Het sectoraal stelsel van aanvullend pensioen, ondergebracht bij de verzorgingsinstelling, neemt aanvang op 1 januari 2005.

De individuele rekening van de aangeslotene treedt automatisch in werking op het moment dat voldaan wordt aan de onder artikel 5 gedefinieerde aansluitingsvoorwaarden, doch ten vroegste vanaf de aanvangsdatum van het sectoraal stelsel van aanvullend pensioen.

3. DEFINITIES

In dit reglement verstaat men onder:

1) **CAO**

Collectieve arbeidsovereenkomst.

2) **Inrichter**

De rechtspersoon, paritair samengesteld, aangeduid via een collectieve arbeidsovereenkomst door de representatieve organisaties van een paritair comité of subcomité, opgericht volgens hoofdstuk III van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, dat een pensioenstelsel invoert.

3) **NPCHA**

Het Paritair sub-comité 301.01 voor de Haven van Antwerpen, "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" genaamd.

4) **Stelsel van aanvullend pensioen**

Het sectoraal stelsel van aanvullend pensioen, ingericht bij de CAO van 06/12/2004 gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui.

5) **Solidariteitstoezegging**

Het sectoraal stelsel van solidariteitsprestaties ingericht bij de CAO van **06/12/2004** gesloten in het Nationaal **Paritair Comité** der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het **algemeen** contingent, het **logistiek** contingent en de vaklui.

6) **Fonds**

Het **Compensatiefonds** voor Bestaanszekerheid - Haven van Antwerpen, als fonds voor bestaanszekerheid opgericht **overeenkomstig** de **Wet** van 7 januari 1958, optredend als de inrichter van het sociaal sectoraal aanvullende pensioenstelsel zoals bepaald in de CAO van 06/12/2004 gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui.

7) **Reglement**

Dit reglement alsook elk bijvoegsel of wijziging ervan.

8) **Aangeslotene**

Elke werknemer die onder het toepassingsgebied valt van de CAO van **06/12/2004** gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui, wordt automatisch en verplicht aangesloten.

We onderscheiden hierbij 3 deelgroepen:

- **de actieven:** de werknemers die vallen onder het toepassingsgebied van het NPDCHA;
- **de uitgetreden:** de vroegere aangeslotenen die nog steeds uitgestelde rechten genieten overeenkomstig het pensioenreglement en ten vroegste op 1 januari 2005 zijn uitgetreden;
- **de gepensioneerden(renteniers):** de personen die op 31 december 2004 aan volgende voorwaarden voldoen:
 - in leven zijn
 - het wettelijk pensioen genieten
 - een rente genieten ingevolge het stelsel van de jaarlijkse **premie**
 - iedere beroepsactiviteit hebben stopgezet.

9) **Pensioenfonds**

De verzorgingsinstelling, "Havenpensioenfonds 301.01" opgericht onder de **vorm** van een onderlinge verzekeringsvereniging (OW) met **maatschappelijke zetel** te Brouwersvliet 33, 2000 Antwerpen.

10) **(vervroegde)Eindleeftijd**

Het tijdstip waarop de aangeslotene recht heeft op de uitbetaling van het aanvullend pensioen bij in leven zijn. De normale eindleeftijd is vastgesteld op de eerste van de maand volgend op het bereiken van de leeftijd van 65 jaar. De aangeslotene kan uitbetaling van de verworven **reserves** bekomen in de laatste vijf jaar voorafgaand aan de normale eindleeftijd.

11) **Aanvullende pensioenbijdrage**

Het bedrag dat geïnd wordt door het Fonds en door haar betaald aan het Pensioenfonds en dat bestemd is voor het stelsel van aanvullend pensioen, in uitvoering van de sectorale CAO van 06/12/2004 gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui.

12) Collectieve reserve

Reserve die **betrekking heeft** op het gedeelte van de pensioentoezegging die **betrekking heeft** op de dienstjaren gepresteerd vóór 1 januari 2005.

13) Vrije reserve

De vrije reserve bevat de reserves die geen betrekking hebben op de individuele rekeningen noch de collectieve reserve.

Wanneer de totale gestorte pensioenbijdrage lager is dan deze die krachtens dit reglement of het solidariteitsreglement moet worden toegewezen aan de individuele rekeningen of de collectieve reserve, wordt het verschil uit de vrije reserve geput. De activa van de vrije reserve kunnen niet terug worden opgenomen in het vermogen van het Fonds.

14) Individuele rekeningen

Voor elke aangeslotene worden er binnen het Pensioenfonds twee individuele rekeningen aangemaakt:

- de individuele rekening van de bijdrage (T) die betrekking heeft op het gedeelte van de pensioentoezegging die betrekking heeft op de dienstjaren gepresteerd vanaf 1 januari 2005 en waarop de door het Fonds betaalde individuele bijdragen voor pensioen gestort worden,
- de individuele rekening voor eventueel ingebrachte reserves (TR).

15) Verworven reserves

De reserves waarop de aangeslotene op een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig dit pensioenreglement en de wettelijke bepalingen terzake.

16) Verworven prestaties

De prestaties waarop de aangeslotene op de eindleeftijd aanspraak kan maken overeenkomstig dit pensioenreglement en de wettelijke bepalingen terzake, indien hij bij zijn uittreding de verworven reserves bij het Pensioenfonds laat.

17) WAP

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (B.S. 15 mei 2003, ed.2 err. B.S. 26 mei 2003) aangevuld met haar uitvoeringsbesluiten.

18) CBFA

Commissie voor het Bank-, Financie en Assurantiewezen, verantwoordelijk voor de controle op de pensioeninstellingen en het toezicht op de sociale bepalingen van de WAP.

19) KB-Voorzorgsinstellingen

KB's van 7 mei 2000 en van 15 november 2003 betreffende de Voorzorgsinstellingen.

20) Aangestelde actuaris

Door de CBFA erkende actuaris die verantwoordelijk is voor de berekening van de WAP-verplichtingen.

21) Erkend commissaris

Door de CBFA erkende revisor die verantwoordelijk is voor het nazicht van de jaarrekening en de balans van het Pensioenfonds.

22) Asset manager

Financiële instelling(en) die het beleggingsbeleid van het Pensioenfonds stu(urt)(ren) en uitvoer(t)(en) in navolging van het pensioenreglement.

23) Financieringsplan

Plan waarin de actuariële krijtlijnen voor de financiering van de aanvullende pensioentoezegging worden uiteengezet en dat in eerste instantie bedoeld is om de collectieve **reserve** te beheren en de voldoende **omvang** ervan te controleren. Het financieringsplan wordt, overeenkomstig de gedane pensioentoezegging in het pensioenreglement, opgesteld door een door het Fonds en het Pensioenfonds **gezamenlijk** aangeduide actuaris. Een wijziging van het financieringsplan die een aanpassing van de bijdrage van de werkgevers in het **algemeen** vergt en/of een mogelijke impact heeft op de bijdrage die gestort wordt op de individuele rekening van de aangeslotenen, **zal** besproken worden, waarbij de uiteindelijke beslissingsbevoegdheid bij het Fonds **ligt**.

24) Investeringsplan

Plan waarin de beleggingsstrategie inzake de dekkingswaarden die tegenover de verplichtingen staan, uiteengezet wordt.

25) Brutoloon

Het brutoloon dat onder de vergoedingscode **10** wordt verwerkt.

4. BEPALINGEN MET BETREKKING TOT HET TOT STAND BRENGEN VAN HET AANVULLEND PENSIOENPLAN

Dit pensioenplan omvat:

- het pensioenreglement, dat de rechten en verplichtingen van het Fonds, de aangeslotenen en het Pensioenfonds bepaalt;
- de individuele rekeningen en de jaarlijkse informatiefiches die op **naam** van elke aangeslotene opgesteld worden op basis van de **informatie** die door het Fonds meegedeeld wordt;
- het financieringsplan;
- het investeringsplan.

De inrichter houdt de tekst van het **reglement** ter beschikking van elke aangeslotene.

5. AANSLUITINGSVOORWAARDEN

Elke werknemer die onder het toepassingsgebied van het NPCHA valt, wordt automatisch en verplicht aangesloten.

De gepensioneerden van **vóór** 1 januari 2005 en de uitgetreden en, die beantwoorden aan de omschrijving van artikel 3(8), worden eveneens automatisch en verplicht aangesloten.

**HOOFDSTUK 2
PENSIOEN**

6. TOEZEGGING VAN AANVULLENO PENSIOEN

6.1. welke pensioentoezegging?

Voor de werknemers die reeds onder het toepassingsgebied van het NPCHA vielen vóór 1 januari 2005, wordt de loopbaan in twee stukken opgesplitst: de diensttijd tot en met 31 december 2004 en die vanaf 1 januari 2005.

Het aanvullend pensioen voor de periode tot en met 31 december 2004 wordt gedefinieerd onder de vorm van een "vaste prestatie" en de loopbaan vanaf 1 januari 2005 volgens het type "vaste bijdrage".

6.1.1. voor de werknemers die reeds onder het toepassingsgebied van het NPCHA vielen vóór 1 januari 2005

De pensioentoezegging bestaat voor deze groep van werknemers uit twee luiken:

- enerzijds een "vaste prestatie" die betrekking heeft op de jaren van erkenning als havenarbeider of van inschrijving als vakman vóór 1 januari 2005,
- anderzijds een "vaste bijdrage" die betrekking heeft op de jaren vanaf 1 januari 2005.

luik 1: vaste prestatie -jaren vóór 1 januari 2005

De vaste prestatie bestaat erin dat per gepresteerd jaar van erkenning als havenarbeider of van inschrijving als vakman een jaarrente van 25 EUR wordt uitbetaald op de eindleeftijd. Dit bedrag wordt jaarlijks op 1 januari aangepast met een percentage gelijk aan de stijging van het rekenkundig gemiddeld indexcijfer der consumptieprijzen dat voor de aanpassing van het basisloon in aanmerking wordt genomen, beschouwd over de periode van oktober tot oktober volgens onderstaande formule:

$$\frac{\text{Index oktober lopend jaar} - \text{index oktober vorig jaar} \times 100}{\text{Index oktober vorig jaar}}$$

Deze aanpassing gebeurt voor het eerst op 1 januari 2006.

luik 2: vaste bijdrage -jaren vanaf 1 januari 2005

Maandelijks wordt een vaste bijdrage gestort van 0,5% van het brutoloon. De werknemer kan zelf beslissen of met deze bijdrage ook het overlijden vóór de eindleeftijd wordt gefinancierd, met andere woorden of deze bijdrage enkel een pensioenkapitaal of ook een overlijdenskapitaal financiert. Het overlijdenskapitaal waarvoor kan geopteerd worden is de oprenting van de reserves uit dit luik (enkel luik 2 dus). Deze keuze dient schriftelijk aan de inrichter te worden doorgegeven ten laatste op 30 juni 2005. Indien geen keuze wordt doorgegeven, wordt er verondersteld dat de werknemer opteert om enkel aan pensioenopbouw te doen. Ten hoogste eenmaal om de 3 jaar mag de keuze veranderd worden. Ook dit dient schriftelijk aan de inrichter meegedeeld te worden.

Indien de pensioentoezegging (de twee luiken), uitgedrukt in een jaarlijkse constante bruto rente, enkel berekend op het hoofd van de aangeslotene, en in de veronderstelling dat in luik 2 gekozen werd voor louter pensioenopbouw (dus zonder overlijdensdekking vóór de eindleeftijd), lager is dan de bruto jaarrente die resulteert uit hetgeen toegezegd werd in de Codex Algemeen Contingent, de Codex Logistiek Contingent of de Codex Vaklui, wordt voor de actieve werknemers het verschil bijgepast door het Pensioenfonds. Voor de omzetting van kapitaal naar rente worden de gangbare wettelijke parameters gebruikt.

6.1.2. voor de werknemers die onder het toepassingsgebied van het NPCHA vallen vanaf 1 januari 2005

De pensioentoezegging bestaat voor **deze** groep van werknemers **enkel** uit een "vaste bijdrage". Maandelijks wordt een vaste bijdrage gestort van 0,5% van het brutoloon. De **werknemer** kan **zelf** beslissen of met deze bijdrage ook het overlijden vóór de eindleeftijd wordt gefinancierd, met andere woorden of deze bijdrage enkel een pensioenkapitaal of ook een overlijdenskapitaal financiert. Het overlijdenskapitaal waarvoor kan geopteerd worden is de oprenting van de **reserves**. Deze keuze dient schriftelijk aan de inrichter te worden doorgegeven ten laatste 6 maanden na de aansluiting. Indien geen keuze wordt doorgegeven, wordt er verondersteld dat de werknemer opteert om enkel aan pensioenopbouw te doen. Ten hoogste eenmaal om de 3 jaar mag de keuze veranderd worden. Ook dit dient schriftelijk aan de inrichter **meegedeeld** te worden.

6.1.3. voor de reeds vóór 31 december 2004 gepensioneerde werknemers

Voor deze groep van (ex)werknemers wordt reeds een levenslange lijfrente betaald, **overeenkomstig** de aanvullende pensioenregeling zoals die bestond bij het Fonds. De aanvullende pensioenregeling georganiseerd binnen het Fonds houdt op te bestaan en het Pensioenfonds **neemt** de bestaande verplichtingen van het Fonds **over**, in uitvoering van de bepalingen van de CAO van 06/12/2004 gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui. Het Fonds **deelt** het Pensioenfonds **eenmalig** de bedragen **mee**. Deze bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast met een percentage gelijk aan de stijging van het rekenkundig gemiddeld indexcijfer der **consumptieprijsen** dat voor de aanpassing van het basisloon in aanmerking wordt genomen, beschouwd over de **periode** van oktober **tot** oktober volgens onderstaande formule:

$$\frac{\text{Index oktober lopend jaar} - \text{index oktober vorig jaar} \times 100}{\text{Index oktober vorig jaar}}$$

Deze aanpassing gebeurt voor het eerst op 1 januari 2006.

6.2. de financiering

6.2.1. de storting van pensioenbijdragen

Het Pensioenfonds wordt op de volgende wijze gespijsd:

- een eenmalige dotatie, rechtstreeks geput uit het Fonds, d.w.z. de gelden die bestemd waren voor het toekennen van het aanvullend pensioen voor de werknemers die reeds onder het toepassingsgebied vielen van het NPCHA vóór 1 januari 2005;
- een jaarlijkse dotatie van 2% op de massa van de brutolonen, daarin inbegrepen
 - de verschuldigde sociale zekerheidsbijdrage van 8,86%, bestemd voor het aanvullend pensioen;
 - de solidariteitsprestaties;
 - de eventuele tekorten die voortvloeien uit het financieringsplan;
- een jaarlijkse dotatie van 0,5% van de brutolonen die op de individuele rekeningen van de aangeslotenen gestort dienen te worden.

Op basis van het solidariteitsreglement kunnen vervangingspremies op de individuele rekening van de aangeslotene gestort worden.

De betaling van deze dotaties door het Fonds aan het Pensioenfonds gebeurt op **maandelijkse** basis. Het Fonds, als inrichter, int daartoe van ieder van de onder haar toepassingsgebied vallende werkgevers de nodige pensioenbijdragen. Dit belet evenwel niet dat het Fonds jegens het

Pensioenfonds uiteindelijk verantwoordelijk blijft voor de tijdige en correcte betaling van de pensioenbijdragen.

6.2.2. verplichtingen van het Fonds

Het Fonds **deelt maandelijks** aan de beheerder van het Pensioenfonds **alle** gegevens **mee** die nodig zijn om de stortingen te kunnen controleren. Een **opsomming** van de benodigde gegevens zal **opgenomen** worden in de beheersovereenkomst, afgesloten tussen het Fonds en de beheerder van het Pensioenfonds.

Het Pensioenfonds of zijn beheerder voert op basis van de aangereikte gegevens maandelijks een controle uit en berekent de verworven **reserves** van de aangeslotenen.

6.2.3. einde van de pensioenbijdrage

In de volgende drie situaties - waar er sprake is van een definitieve beëindiging van de arbeidsovereenkomst - stopt de financiering van de pensioentoezegging voor de aangeslotene:

- bij de uittreding van de aangeslotene uit de sector waarop dit **pensioenreglement** van toepassing is;
- bij het bereiken van de eindleeftijd;
- bij overlijden van de aangeslotene.

Er zijn dus geen verdere pensioenbijdragen **meer** verschuldigd.

In de gevallen waar er sprake is van een tijdelijke schorsing van de arbeidsovereenkomst en voor zover voldaan wordt aan de voorwaarden van het **solidariteitsreglement**, zal de pensioenbijdrage verder betaald worden op basis van het solidariteitsreglement.

Bij het overlijden van een aangeslotene vervalt de pensioentoezegging in zijn geheel en wordt het **saldo** van de individuele rekening aan het Pensioenfonds toegewezen, tenzij de aangeslotene gekozen had voor een overlijdensdekking. In dit laatste geval wordt het overlijdenskapitaal volgens de **modaliteiten** van artikelen 10 en 11 uitbetaald.

6.2.4. laattijdig of niet doorstorten van de dotaties

Bij niet-betaling van de dotaties, wordt de volgende **procedure** gevolgd:

- bij niet-betaling binnen 30 dagen na de 5de werkdag van **elke maand** wordt het Fonds door het Pensioenfonds in gebreke gesteld door middel van een aangetekende brief;
- indien na deze ingebrekestelling niet betaald wordt binnen de 30 dagen deelt het Pensioenfonds dit mee aan de Voorzitter van het NPCHA;
- bij niet-betaling binnen 90 dagen na de 5de werkdag van elke maand wordt aan het Fonds **gemeld** dat de individuele rekeningen van haar aangeslotenen bij niet-betaling binnen de drie weken gesloten zullen worden.

Het Pensioenfonds zal iedere betrokken aangeslotene door middel van een brief op de hoogte brengen. De ingebrekestelling van het Fonds brengt het verschuldigd zijn van een nalatigheidintrest van 5% per jaar mee. Deze nalatigheidintrest wordt berekend op de achterstallige verschuldigde pensioenbijdragen in verhouding tot het aantal dagen achterstal, waarbij een jaar verondersteld wordt 365 dagen te tellen. Daarenboven zijn de kosten van de ingebrekestelling en van de uitvoering van deze procedure ten **laste** van het Fonds.

6.3. rendement van het Pensioenfonds

De kapitalisatie van de pensioenbijdragen en van de eventuele ingebrachte **reserves** gebeurt op basis van het door het Pensioenfonds behaalde rendement en binnen de krijtlijnen van het neergelegde tarief.

Een aanpassing van de beleggingsportefeuille - tenzij die het gevolg is van wettelijke of dwingende bepalingen - dient eerst voorgelegd te worden aan de inrichter en door hem te worden goedgekeurd.

7. VERVROEGING

Een vervroegde uitkering is mogelijk bij beëindiging van de tewerkstelling in de Haven van Antwerpen, ten vroegste vijf jaar voorafgaand aan de eindleeftijd.

8. VERWORVEN RECHTEN

8.1. het "vaste bijdrage" luik

de wettelijke minimum rendementsregel

De pensioenbijdragen die door het Fonds vanaf 1 januari 2005 op de individuele rekening gestort worden, dienen op het moment van de **uittreding** of pensionering van de aangeslotene of bij de opheffing van het pensioenstelsel, **minstens** volgens de wettelijke minimum rendementsregel gekapitaliseerd te zijn. Concreet houdt dit in dat de pensioenbijdragen, **verminderd** met het bedrag nodig voor het eventuele overlijdensrisico en de dekking van de kosten beperkt **tot 5 %** van de pensioenbijdragen, gekapitaliseerd worden tegen de maximum referentierentevoet voor verzekeringsverrichtingen van lange duur vastgesteld door de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9 juli 1975, verminderd met 0,5%.

De aangehaalde maximale referentievoet wordt voor diegenen die **minder** dan vijf jaar aangesloten zijn, vervangen door een indexering van die pensioenbijdragen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waaraan de wedden, **lonen**, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, **sommige** sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, **alsmede** de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen gekoppeld worden. Deze indexatieregule wordt echter niet toegepast indien het resultaat van de berekening volgens de indexatieregule hoger is dan het resultaat dat voortvloeit uit de berekening met de maximum referentievoet voor verzekeringsverrichtingen van lange duur vastgesteld door de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9 juli 1975, verminderd met 0,5%.

In geval van wijziging van de vermelde wettelijke referentierentevoet, wordt voor de berekening van de bovenvermelde minima op de bijdragen, die voor die wijziging werden gestort, de oude rentevoet toegepast tot op het ogenblik van die wijziging en vanaf de wijziging, de nieuwe rentevoet.

Deze wettelijke minimum rendementsregel is van toepassing op de T-rekening **maar** niet op de TR-rekening.

op de eindleeftijd

Op de normale eindleeftijd wordt aan de aangeslotene een pensioenkapitaal uitgekeerd waarvan het bedrag overeenstemt met de door het Fonds gestorte en gekapitaliseerde pensioenbijdragen op de individuele T-rekening. Dit bedrag is minstens gelijk aan de wettelijke minimum rendementsregel.

Daarnaast heeft de aangeslotene recht op de eventueel individueel ingebrachte **reserves** (TR-rekening) opgerent aan het rendement van het beleggingsfonds.

in geval van vervroeging

In het geval van vervroeging heeft de aangeslotene recht op het bedrag dat **overeenstemt** met de door het Fonds gestorte en gekapitaliseerde pensioenbijdragen op de **individuele T-rekening**. Dit bedrag is **minstens** gelijk aan de wettelijke minimum **rendementsregel**.

Daarnaast heeft de aangeslotene recht op de eventueel individueel ingebrachte **reserves** (TR-rekening) opgerent aan het rendement van het beleggingsfonds.

De aangeslotene heeft vervolgens de keuze tussen:

- de **onmiddellijke opname** van deze bedragen, indien hij minstens 60 jaar is;
- het verder **laten kapitaliseren** van deze bedragen in het **Pensioenfonds**, tot uiterlijk de eindleeftijd. Bij eventueel vooroverlijden en indien er geen begunstigde werd aangeduid, komen de gekapitaliseerde bedragen toe aan het Pensioenfonds.

bij uittreding uit de sector

Wanneer de aangeslotene uit de sector treedt, stopt de betaling van de pensioenbijdragen.

De aangeslotene heeft dan recht op het bedrag dat overeenstemt met de door het Fonds gestorte en gekapitaliseerde pensioenbijdragen op de individuele T-rekening (met respect voor de wettelijke minimum rendementsregel) op voorwaarde dat de aangeslotene minstens één jaar is aangesloten bij het Pensioenfonds. Indien hij **minder dan één jaar aangesloten is**, komt het reeds gekapitaliseerde bedrag aan het Pensioenfonds toe. Daarnaast heeft de aangeslotene recht op de eventueel individueel ingebrachte **reserves** (TR-rekening) opgerent aan het rendement van het beleggingsfonds.

De aangeslotene heeft de keuze tussen:

- het verder laten kapitaliseren van deze bedragen in het Pensioenfonds, **tot** uiterlijk de eindleeftijd. Bij eventueel vooroverlijden en indien geen begunstigde aangeduid werd, komen de gekapitaliseerde bedragen toe aan het Pensioenfonds;
- de overdracht van deze bedragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever of sector;
- de overdracht van deze bedragen naar een pensioeninstelling die de totale winst onder de aangeslotenen in verhouding tot hun **reserves** verdeelt en de kosten beperkt volgens het KB van 14 november 2004.

Vanaf het melden van de gekapitaliseerde bedragen door het Fonds aan de aangeslotene, beschikt deze laatste, in **overeenstemming** met artikel 32 van de WAP, over 30 dagen **om** de bestemming van zijn gekapitaliseerde bedragen **mee te delen**. Bij ontstentenis van **mededeling** binnen deze **termijn**, blijven de gekapitaliseerde bedragen in het Pensioenfonds en worden ze verder **gekapitaliseerd**, tot uiterlijk de eindleeftijd. De aangeslotene **mag** echter te **allen** tijde vragen om zijn **reserves** alsnog over te dragen naar één van **bovenvermelde** pensioeninstellingen.

Het Pensioenfonds kan door het Fonds **gemandateerd** worden om deze mededeling aan de aangeslotenen te doen.

De meegedeelde bedragen gelden tot aan de opname als minimum.

Zowel de overdracht als de uitkering wordt uitgevoerd **mits** ondertekening van een kwijting ten gunste van het Pensioenfonds waardoor de aangeslotene het Pensioenfonds van al zijn verplichtingen tegenover hem vrijstelt.

8.2. het "vaste prestaties" luik

De prestaties met betrekking tot het aanvullend pensioen die op ieder ogenblik als basis dienen voor de berekening van de minimale verworven reserves, zijn gelijk aan:

$$t/n * (N * \text{vaste prestatie per jaar})$$

met: t = periode van aansluiting aan het pensioenfonds, uitgedrukt in jaren en maanden
n = totale periode van aansluiting aan het pensioenfonds tot aan de leeftijd van 60 jaar, uitgedrukt in jaren en maanden; n zal in alle gevallen minstens gelijk zijn aan 1
N = de periode van erkenning als havenarbeider of van inschrijving als vakman vóór 1 januari 2005, uitgedrukt in jaren en maanden
vaste prestatie per jaar = het bedrag zoals vermeld in artikel 6.1.1., luik 1 (25 EUR voor het jaar 2005)

Als bijkomende maatregel geldt nog dat de breuk t/n maximaal gelijk is aan 1.

9. UITBETALING VAN HET AANVULLEND PENSIOENKAPITAAL

Bij vereffening kan de aangeslotene de éénmalige uitbetaling van de aanspraken in kapitaal laten omzetten in een lijfrente.

De aangeslotene moet de keuze voor vereffening in lijfrente schriftelijk meedelen aan het Pensioenfonds, door hem gedateerd en getekend. Naar keuze van de aangeslotene kan het gaan om een lijfrente die in geval van zijn later overlijden (na de eindleeftijd dus) voor maximaal 80% overdraagbaar is op de overlevende echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner. De aangeslotene kan kiezen voor een jaarlijkse vaste indexatie van de lijfrente met ten hoogste 2%.

De omzetting geschiedt overeenkomstig de verzekeringstarieven van kracht op het moment van de vereffening, de leeftijd van de aangeslotene en de eventuele echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner, en de gekozen percentages van overdraagbaarheid en indexatie.

**HOOFDSTUK 3
OVERLIJDEN**

10. VOORZIENINGEN BIJ OVERLIJDEN VÔÛR DE NORMALE PENSIOENDATUM

Indien de aangeslotene op het moment van zijn overlijden een overlijdensdekking blijkt gekozen te hebben, wordt bij zijn overlijden vóór de eindleeftijd aan de begunstigde(n) vermeld in artikel 11, een kapitaal overlijden uitgekeerd waarvan het bedrag overeenstemt met de som van:

- het bedrag vermeld op de dag van overlijden op de individuele rekening T;
- het bedrag vermeld op de dag van overlijden op de individuele rekening TR.

De uitkering wordt uitgevoerd mits ondertekening van een kwijting ten gunste van het Fonds waardoor de begunstigde(n) het Fonds van al zijn verplichtingen tegenover hem (hen) vrijstelt.

11. BEGUNSTIGINGSCLAUSULE

In geval van overlijden van de aangeslotene vóór de eindleeftijd wordt de voorziening bij overlijden, vermeld in artikel 10, uitbetaald aan de volgende begunstigde(n):

- de echtgeno(o)t(e) of de wettelijk samenwonende partner;
- bij ontstentenis, de door de aangeslotene aangeduide begunstigde;
- bij ontstentenis, de kinderen van de aangeslotene, in gelijke delen;
- bij ontstentenis, de collectieve reserve van het Fonds.

Het Fonds houdt slechts rekening met de aanduiding, de herroeping of de wijziging van de begunstiging wanneer het hiervan schriftelijk is verwittigd. Deze aanduiding, herroeping of wijziging is ondergeschikt aan de bepalingen van dit artikel.

HOOFDSTUK 4
WERKING VAN HET PENSIOENFONDS

12. BEHEER VAN HET PENSIOENFONDS

Het Pensioenfonds wordt beheerd **overeenkomstig** de statuten.

Maandelijks wordt het behaalde rendement van het Pensioenfonds berekend door de asset manager. De modaliteiten hiervan worden verder in de **beheersovereenkomst(en)** toegelicht.

Op 31 december van ieder kalenderjaar wordt een jaarrekening opgesteld en wordt een actuariel verslag opgemaakt door de aangewezen actuaris.

Elke eerste januari geldt als jaarlijkse **aanpassingsdatum**. Op basis van de gegevens die op de jaarlijkse **aanpassingsdatum** gelden, worden de individuele **informatiefiches** opgemaakt met vermelding van de gestorte toelagen voor pensioen en de toestand van de individuele rekeningen. Voor de aangeslotenen die reeds onder het toepassingsgebied vielen van het NPCHA vóór 1 januari 2005 zal de individuele informatiefiche uit twee luiken bestaan: een vaste bijdrage- en een vaste prestatieluik.

De Raad van Bestuur van het Pensioenfonds is bovendien gemachtigd om de (her)verzekeringen af te sluiten die hij nodig acht om het evenwicht van het Pensioenfonds te vrijwaren.

13. INKOMSTEN VAN HET PENSIOENFONDS

De inkomsten van het Pensioenfonds bestaan uit:

- de dotaties van het Fonds voor pensioen;
- inkomsten uit beleggingen;
- om het even **welke** giften, subsidies of ontvangsten;
- de eventuele aanvullingen die voortvloeien uit de toepassing van het financieringsplan.

14. UITGAVEN VAN HET PENSIOENFONDS

Het Pensioenfonds dient rekening te houden met de volgende uitgaven:

- de beheersvergoeding;
- de lopende renten van de renteniers op 31 december 2004;
- de kapitalen/renten voor de dienstjaren vóór 1 januari 2005;
- de kapitalen/renten voor de dienstjaren vanaf 1 januari 2005.

15. INGEBRACHTE RESERVES

Elke aangeslotene kan **reserves** inbrengen opgebouwd bij een vorige inrichter in het kader van aanvullende pensioenopbouw. Deze **reserves** worden op een **aparte**, persoonlijke rekening (TR) gezet en worden gekapitaliseerd aan het rendement van het Pensioenfonds.

16. WERKINGSKOSTEN - TAKSEN EN BELASTINGEN

De taksen op de dotaties, voor zover deze niet van de vrijstelling genieten **als** sociaal plan, **worden** gedragen door het Fonds, evenals de RSZ-bijdrage op de werkgeversbijdragen voor aanvullend pensioen.

17. TOEPASSING EN INTERPRETATIE VAN HET REGLEMENT

De Raad van Bestuur van het Pensioenfonds beslist over de toepassing en de interpretatie van de beschikkingen van dit pensioenreglement.

Wijzigingen aan het pensioenreglement die de Raad nuttig of nodig zou achten ingevolge de **omstandigheden**, onder **meer om** het financieel evenwicht van het Pensioenfonds te vrijwaren, worden pas doorgevoerd na voorafgaandelijk overleg met de inrichter, het Fonds. De uiteindelijke beslissingsbevoegdheid **ligt** bij het Fonds.

Wijzigingen die voor de werkgevers een verhoging van de dotaties voor pensioen tot gevolg zou hebben, dienen via CAO **genomen** te worden.

18. PLICHTEN VAN HET FONDS

Elke inlichting die nodig is voor de toepassing van dit pensioenreglement dient **onmiddellijk** door het Fonds aan het Pensioenfonds meegedeeld te worden.

In de beheersovereenkomst(en) die afgesloten word(t)(en) tussen enerzijds de beheerder alsook de asset manager van het Pensioenfonds en anderzijds het Pensioenfonds, zal bepaald worden **welke** inlichtingen het Fonds dient te verschaffen.

19. RECHTEN OP DE VOORDELEN

De aangeslotenen kunnen van zodra ze aangesloten zijn, aanspraken laten gelden op de pensioenvoordelen, uitgezonderd wanneer ze minder dan één jaar onder het toepassingsgebied van het NPCHA vallen.

Onverminderd de bepalingen van de artikelen 1409 en 1410 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen die rechten geen voorwerp uitmaken van een afstand, overdracht of inpandgeving. Dergelijke verrichtingen zouden van rechtswege nietig zijn.

Iedere betaling bij toepassing van dit pensioenreglement is onderworpen aan de door de wet voorziene voorheffingen en inhoudingen die op het ogenblik van betaling van kracht zijn en zijn ten laste van de aangeslotene.

20. VERBREKING VAN HET EVENWICHT VAN HET PENSIOENFONDS

Onder verbreking van het financieel evenwicht van het Pensioenfonds verstaat men het feit dat het geheel van de representatieve waarden van het Pensioenfonds niet meer volstaat om de verbintenissen van het Pensioenfonds te dekken. Het Pensioenfonds zal de inrichter - het Fonds - hier onverwijld van op de hoogte brengen.

In geval van verbreking van het evenwicht zal het Pensioenfonds een herstelplan op korte termijn invoeren. Dit plan zal ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Commissie voor het bank-, financie- en assurantiewezen (CBFA), na beslissing van het Fonds.

21. LIQUIDATIE VAN HET PENSIOENFONDS

In geval van liquidatie van het Pensioenfonds zullen de rechten van de aangesiottenen geëerbiedigd worden.

Wordt door het Fonds bij liquidatie van het Pensioenfonds geen ander pensioenplan opgestart ten voordele van de aangesiottenen, dan wordt het eventueel overschot op het actief verdeeld onder de aangesiottenen, evenredig de voor iedere aangeslotene opgebouwde reserves op de individuele rekeningen.

Wordt bij liquidatie van het Pensioenfonds de opgebouwde reserve van de aangesiottenen overgedragen naar een ander pensioenplan, dan wordt het overschot op het actief ter financiering ervan aangewend.

Liquidatie van het Pensioenfonds zal automatisch de opzegging van de beheersovereenkomst van het solidariteitsstelsel inhouden.

Het Pensioenfonds deelt de beslissing tot liquidatie en de gevolgen hiervan schriftelijk mee aan de aangesiottenen. Om de verworven rechten van de aangesiottenen te vrijwaren zal het Fonds een groepsverzekering onderschrijven en zullen de individuele rekeningen op individuele contracten ondergebracht worden.

22. INWERKINGTREDING

Dit pensioenreglement treedt in werking op 1 januari 2005, ongeacht de publicatie van de toelating in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad na die datum. Dit betekent dat het Fonds vanaf 1 januari 2005 de pensioenbijdragen verschuldigd is aan het Pensioenfonds. Er zal echter pas een rendement toegekend worden vanaf de datum van de daadwerkelijke storting van de pensioenbijdragen.

**HOOFDSTUK 5
DIVERSE BEPALINGEN**

23. TAKSEN EN BELASTINGEN OP DE PENSIOENBIJDRAGE

Op basis van de fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van dit pensioenreglement, vormen de pensioenbijdragen een aftrekbare beroepskost voor de werkgevers voor zover de **80%-regel** gerespecteerd wordt.

Het bedrag uitgedrukt in jaarlijkse rente:

- van de uitkeringen naar aanleiding van pensionering, verzekerd door dit **reglement**,
- van de wettelijke pensioenen;
- van de andere extralegale uitkeringen van dezelfde aard waarop de aangeslotene recht heeft,

mag 80 % van de laatste normale bruto bezoldiging niet overschrijden, rekening houdend met de normale duur van de beroepswerkzaamheid, en met een overdraagbaarheid van de rente ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) van 80 %, en met een indexatie van maximum 2% van de rente.

24. JAARLIJKSE INFORMATIE AAN DE AANGESLOTENEN

Iederjaar bezorgt het Pensioenfonds aan iedere aangeslotene een individueel rekeninguittreksel. Daarop staat het bedrag van de pensioenbijdrage, een schatting van het aanvullende pensioenkapitaal (rekening houdend met een aantal realistisch ingeschatte parameters) betaikbaar op de eindleeftijd (de verworven prestatie) en de al verworven **reserve**.

Vanaf de leeftijd van 45 jaar wordt het bedrag vermeld dat overeenstemt met de **omzetting** van het geschatte aanvullende pensioenkapitaal betaikbaar op de eindleeftijd (de verworven prestatie) in een levenslange lijfrente op basis van de tarieven die van kracht zijn op de **datum** van uitgifte van het rekeninguittreksel.

25. FORMALITEITEN BIJ VEREFFENING

Bij vereffening van het contract, moet de aangeslotene de volgende documenten aan het Pensioenfonds overmaken:

- een formulier ter vereffening van de voordelen, opgesteld door het Pensioenfonds, volledig ingevuld en ondertekend door de aangeslotene of zijn wettelijke vertegenwoordiger, gewettigd door het **gemeentebestuur** van de wettelijke verblijfplaats van de aangeslotene;
- een kopie van de notificatie van de beslissing van het wettelijk pensioen (document dat bij de Rijksdienst voor Pensioenen kan opgevraagd worden);
- een kopie van de identiteitskaart en de **SIS-kaart** van de aangeslotene of voor de aangeslotenen die geen rijksinwoner zijn, enig ander officieel document **waarmee** de aangeslotene kan geïdentificeerd worden (bv. kopie paspoort of kopie arbeidsvergunning).

Het Pensioenfonds kan ieder bijkomend document opvragen om de identiteit van de begunstigde te verifiëren.

26. PRIVACY

De persoonsgegevens van de aangeslotenen die door henzelf of door het Fonds verstrekt worden evenals de later verkregen persoonsgegevens kunnen worden opgenomen in een door de beheerder gevoerde persoonsregistratie. Op deze persoonsregistratie is de wetgeving op de bescherming van persoonsgegevens van toepassing.

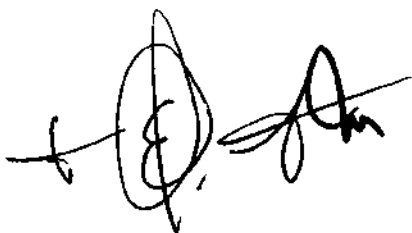
Door de aansluiting bij dit sectorale aanvullende pensioen wordt de aangeslotene geacht ermee in te stemmen dat aan de beheerder vertrouwelijke gegevens over zijn persoon worden verstrekt. De beheerder is met betrekking tot de hem verstrekte gegevens tot geheimhouding verplicht en dient zich te schikken naar de wetgeving op de bescherming van persoonsgegevens.

27. OPRICHTING ONTHAALSTRUCTUUR

Indien het later nodig blijkt, zal het pensioenfonds bij een verzekeraar een onthaalstructuur kunnen oprichten. Aan deze onthaalstructuur zouden dan, onder andere, de renten waarvoor begunstigen kiezen nadat deze structuur is opgericht, kunnen afgestaan worden.

28. VERBREKING VAN HET CONTRACT

Het contract gesloten tussen het Fonds en het Pensioenfonds kan enkel gewijzigd of opgezegd worden door een CAO die rekening houdt met de bepalingen terzake die vastgelegd zijn in de CAO van 06/12/2004 gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'F' followed by a large 'S' and a smaller 'A'.

**SECTORAAL SOLIDARITEITSREGLEMENT
ANNEX AAN SOCIAAL AANVULLEND PENSIOENREGLEMENT
ten gunste van de werknemers van het NPCHA**

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
09 -02- 2005	NH

16/30101

1. DOEL EN VOORWERP VAN HET STELSEL SOLIDARITEITSPRESTATIES

In uitvoering van de CAO van 06/12/2004 gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui voert het Fonds een stelsel van solidariteitsprestaties in ten gunste van de werknemers die voldoen aan de definitie van "aangeslotene" in artikel 3(8).

Het doel van onderhavig reglement bestaat in het definiëren van de voorwaarden en modaliteiten van de solidariteitsprestaties, hierbij rekening houdend met de wettelijke verplichtingen.

Zowel het financiële en het administratieve beheer als de dekking van sommige risico's van dit stelsel van solidariteitsprestaties worden toevertrouwd aan het Pensioenfonds. De modaliteiten hiervan zullen het voorwerp uitmaken van een beheersovereenkomst afgesloten tussen het Pensioenfonds en de beheerder van het Pensioenfonds, rekening houdend met de principes van onderhavig solidariteitsreglement.

2. WERKING IN DE TIJD

Het stelsel van solidariteitsprestaties vangt aan op 1 januari 2005. Het voortbestaan ervan gaat samen met het stelsel van aanvullend pensioen, zoals ingesteld bij de CAO van 06/12/2004 gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui.

3. DEFINITIES

- 1) **CAO**
Collectieve arbeidsovereenkomst.
- 2) **Inrichter**
De rechtspersoon, paritair samengesteld, aangeduid via een collectieve arbeidsovereenkomst door de representatieve organisaties van een paritair comité of subcomité, opgericht volgens hoofdstuk III van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, dat een pensioenstelsel invoert.
- 3) **NPCHA**
Het Paritair sub-comité 301.01 voor de Haven van Antwerpen, "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" genaamd.
- 4) **Stelsel van aanvullend pensioen**
Het sectoraal stelsel van aanvullend pensioen, ingericht bij de CAO van 06/12/2004 gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui, ter uitvoering van de CAO's van 22 december 2003 betreffende het premiefonds zoals gesloten door het NPCHA.

5) Solidariteitstoezegging

Het sectoraal stelsel van solidariteitsprestaties ingericht bij de CAO van **06/12/2004** gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het **algemeen** contingent, het logistiek contingent en de vaklui.

6) Fonds

Het Compensatiefonds voor Bestaanszekerheid-Haven van Antwerpen, **als** fonds voor bestaanszekerheid opgericht **overeenkomstig** de Wet van 7 januari 1958, optredend als de inrichter van het sociaal sectoraal aanvullende pensioenstelsel **zoals** bepaald in de CAO van 06/12/2004 gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui.

7) Reglement

Dit **reglement** alsook elk bijvoegsel of wijziging ervan.

8) Aangeslotene

Elke werknemer die onder het toepassingsgebied **valt** van de CAO van **06/12/2004** gesloten in het Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen houdende de instelling van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de havenarbeiders van het algemeen contingent, het logistiek contingent en de vaklui wordt automatisch en verplicht aangesloten.

9) Solidariteitsbijdrage

Het bedrag, betaald door het Fonds aan het Pensioenfonds, dat dient tot financiering van de solidariteitstoezegging.

10) Pensioenfonds

De voorzorgsinstelling, "Havenpensioenfonds 301.01" opgericht onder de **vorm** van een onderlinge verzekeringsvereniging (OW), met **maatschappelijke zetel** te 2000 Antwerpen, Brouwersvliet 33.

11) Solidariteitsfonds

Stelsel van collectieve **reserve** binnen het Pensioenfonds, dat wordt beheerd overeenkomstig de in dit reglement gedefinieerde doelstellingen en bepalingen. Dit stelsel wordt door het Pensioenfonds volledig afzonderlijk van de andere activiteiten beheerd.

12) Eindleeftijd

Het tijdstip tot waarop de aangeslotene maximaal recht heeft op de solidariteitsprestaties. De normale eindleeftijd is gekoppeld aan die van het sectorale aanvullende **pensioenreglement** en is vastgesteld op de eerste van de maand volgend op het bereiken van de leeftijd van 65 jaar. Indien de aangeslotene de uitbetaling van de verworven **reserves** **bekomt** in de laatste vijf jaar voorafgaand aan de normale eindleeftijd, stoppen de solidariteitsprestaties.

13) Referentieloon

- voor de gelijkgestelde **periodes van werkloosheid**: 66% van het basisdagtaakloon van een havenarbeider algemeen werk
- **voor alle** andere gelijkgestelde **periodes**: het basisdagtaakloon per beroepscategorie

14) CBFA

Commissie voor het Bank-, Financie en Assurantiewezen, verantwoordelijk voor de **controle** op de pensioeninstellingen en het toezicht op de sociale bepalingen van de WAP.

15) KB-Voorzorgsinstellingen

KB's van 7 mei 2000 en van 15 november 2003 betreffende de Voorzorgsinstellingen.

16) KB-Solidariteitsstelsel

KB van 14 november 2003 tot vaststelling van de solidariteitsprestaties.

17) KB-Financiering van het Solidariteitsstelsel

KB van 14 november 2003 tot vaststelling van de regels inzake de financiering en het beheer van een solidariteitstoezegging.

18) Aangestelde actuaris

Door de CBFA erkende actuaris die verantwoordelijk is voor de berekening van de WAP-verplichtingen.

19) Erkend commissaris

Door de CBFA erkende revisor die verantwoordelijk is voor het nazicht van de jaarrekening en de balans van het Pensioenfonds.

20) Asset manager

Financiële instelling(en) die het beleggingsbeleid van het Pensioenfonds stu(urt)(ren) en uitvoer(t)(en) in navolging van het pensioenreglement.

21) Risicotarief

Dit tarief houdt rekening met de voorvalswetten van de hier te verzekeren waarborgen.

4. SOLIDARITEITSTOEZEGGING

Voor zover de middelen beschikbaar zijn, worden volgende solidariteitsprestaties voorzien :

De verdere financiering van het aanvullende pensioen tijdens:

- de periodes van tijdelijke werkloosheid in de zin van de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en de werkloosheid ten gevolge van overmacht, staking of lock-out of ten gevolge van een sluiting wegens jaarlijkse vakantie;
- de periodes van onvrijwillige werkloosheid, zonder dat een ononderbroken periode van 12 maanden wordt overschreden;
- de vergoede periodes van primaire arbeidsongeschiktheid wegens ziekte, bevallings- of zwangerschapsrust, en de periodes die worden gedekt door een tijdelijke arbeidsongeschiktheid t.g.v. een arbeidsongeval of een beroepsziekte.

De verhoging van lopende pensioenrenten of overlevingsrenten.

Het geheel van de solidariteitstoezeggingen is een middelenverbintenis. Dit wil zeggen dat de niveaus van de solidariteitsprestaties door het Fonds aan de bestaande en verwachte beschikbare middelen kunnen worden aangepast.

Dit gebeurt met het oog op het behouden van het financieel evenwicht, overeenkomstig de bepalingen van de WAP, het KB-solidariteitsstelsel en het KB-Financiering van het solidariteitsstelsel en in overleg met de aangewezen actuaris van het Pensioenfonds. De uiteindelijke beslissingsbevoegdheid ligt bij het Fonds.

Voor de verdere financiering van het aanvullend pensioen **geldt als basis 0,5%** van het referentieloon zoals bepaald in artikel 3(13).

5. SOLIDARITEITSFONDS

In uitvoering van dit **reglement** wordt een Solidariteitsfonds ingericht.

Het Solidariteitsfonds behoort toe aan het geheel van de aangeslotenen.

Indien een werkgever of **werknemer** om één of andere reden ophoudt **deel** uit te **maken** van het toepassingsgebied van het NPCHA (zie artikel 3(1)) kan hij op geen enkele **wijze** aanspraak maken op de tegoeden van het Solidariteitsfonds.

Inkomsten van het Solidariteitsfonds

De inkomsten van het Solidariteitsfonds bestaan uit:

- een **eenmalige** dotatie **afkomstig** uit het Fonds;
- de financiële opbrengsten van het solidariteitsfonds, daarin inbegrepen **zowel** het rendement op de **reserves** van het Solidariteitsfonds als de deelname in het technisch resultaat van het Pensioenfonds.

Het bedrag nodig voor de financiering van de solidariteitstoezegging wordt berekend door de beheerder van het Pensioenfonds op basis van statistische gegevens die door het Fonds ter beschikking worden gesteld. De modaliteiten van deze benodigde statistische gegevens worden bepaald in de **beheersovereenkomst** afgesloten tussen het Fonds en de beheerder van het Pensioenfonds.

Uitgaven van het Solidariteitsfonds

Het vermogen van dit Solidariteitsfonds wordt uitsluitend aangewend:

- om de bij dit **reglement** bepaalde solidariteitsprestaties uit te keren;
- om de premies voor het aanvullend pensioen te financieren van de in dit **reglement** bepaalde solidariteitsprestaties die door het Pensioenfonds op basis van een risicotarief worden gedekt;
- om de beheerskosten te betalen nodig voor het beheer van de solidariteitstoezegging, in uitvoering van de beheersovereenkomst afgesloten tussen het Fonds en de beheerder van het Pensioenfonds.

De uitkeringen voor de solidariteitsprestaties komen **minstens** overeen met 4,40% van de stortingen voor het stelsel van het aanvullend pensioen.

De solidariteitsprestaties worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van het KB-Financiering van het Solidariteitsstelsel.

6. FORMALITEITEN

Wanneer volgens artikel 4 de aangeslotene recht heeft op solidariteitsprestaties, **zal** het Fonds het Pensioenfonds hiervan verwittigen en de nodige gegevens daartoe meedelen zoals voorzien in de beheersovereenkomst waarvan sprake in artikel 1.

De prestatie die betrekking heeft op de financiering van het aanvullende pensioen zal op de individuele pensioenrekening van de werknemer gestort worden.

7. DIVERSE BEPALINGEN

Het Fonds stelt aan de aangeslotene op eenvoudig verzoek de volledige tekst van het solidariteitsreglement ter beschikking.

8. BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Om het solidariteitsstelsel te beheren, verstrekt het Fonds de nodige persoonlijke gegevens aan het Pensioenfonds.

Het Pensioenfonds behandelt deze gegevens vertrouwelijk en met het uitsluitend doel tot het beheren van het sociaal sectoraal stelsel van aanvullend pensioen met uitsluiting van elk ander, al dan niet commercieel, oogmerk.

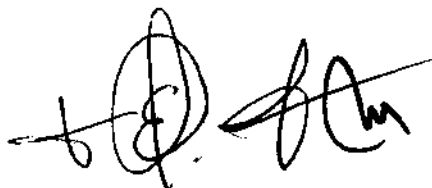
Iedere aangeslotene waarvan persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering van deze gegevens te verkrijgen, middels schriftelijk verzoek aan het Pensioenfonds met toevoeging van een kopie van de identiteitskaart.

9. TOEPASSELIJK RECHT

Op het solidariteitsreglement en alles dat ermee verband houdend is het Belgisch recht van toepassing. Eventuele geschillen tussen de partijen in dit verband behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

10. SLOTBEPALING

Onderhavig reglement wordt overeengekomen op basis van de thans gekende bepalingen en toepassingen van de WAP en haar uitvoeringsbesluiten.



Inschrijvingsnummer van het pensioenfonds	
--	--

Technische grondslagen

A. De renteniers van vòôr 01/01/2005

rsterftetafel

- mannen : MR

- vrouwen : FR

2° Intrestvoet

6% per jaar

3° Herwaardering van deze ingeqane pensioenen

Nihil

B. De actieven **met aansluitingsdatum vòôr 01/01/2005**

Voor deze aangeslotenen wordt de loopbaan opgesplitst in 2 delen:

Deel 1: vaste prestatie voor de loopbaan vòôr 01/01/2005

rsterftetafel

- mannen : MR

- vrouwen : FR

2° Intrestvoet

6% per jaar

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
09 -02- 2005	

NR.
N°

160130101

Deel 2: vaste bijdrage voor de loopbaan na 01/01/2005

Met deze vaste bijdrage heeft de aangeslotene de keuze uit twee mogelijkheden:

- ofwel wordt er bij overlijden vóór de pensioenleeftijd geen uitkering gedaan. In dit geval worden de stortingen verzekerd in de combinatie "Uitgesteld kapitaal zonder tegenverzekering" en wel met de volgende grondslagen:

rsterftetafel

- mannen : MR
- vrouwen : FR

2° Intrestvoet

Het rendement van deze stortingen zal minstens gelijk zijn aan het percentage vermeld in de "Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid" (B.S. 15 mei 2003, erratum B.S. 26 mei 2003).

3° Opslag op premie

5%

- ofwel wordt er bij overlijden vóór de pensioenleeftijd een uitkering gedaan. In dit geval worden de stortingen verzekerd in de combinatie "Uitgesteld kapitaal met tegenverzekering van de reserves" en is het kapitaal overlijden gelijk aan de opgebouwde reserves op het moment van overlijden. Deze berekeningen gebeuren met de volgende grondslagen:

rsterftetafel

geen

2° Intrestvoet

Het rendement van deze stortingen zal minstens gelijk zijn aan het percentage vermeld in de "Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid" (B.S. 15 mei 2003, erratum B.S. 26 mei 2003).

3° Opslag op premie

5%

C. De actieven met aansluitingsdatum op of na 01/01/2005

Deze aangeslotenen hebben recht op een maandelijkse storting onder de vorm van een vaste bijdrage.

Met deze vaste bijdrage heeft de aangeslotene de keuze uit twee mogelijkheden:

- ofwel wordt er bij overlijden vóór de pensioenleeftijd geen uitkering gedaan. In dit geval worden de stortingen verzekerd in de combinatie "Uitgesteld kapitaal zonder tegenverzekering" en wel met de volgende grondslagen:

1° Sterftetafel

- mannen :MR
- vrouwen :FR

2° Intrestvoet

Het rendement van deze stortingen zal minstens gelijk zijn aan het percentage vermeld in de "Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid" (B.S. 15 mei 2003, erratum B.S. 26 mei 2003).

3° Opslag op premie

5%

- ofwel wordt er bij overlijden vóór de pensioenleeftijd een uitkering gedaan. In dit geval worden de stortingen verzekerd in de combinatie "Uitgesteld kapitaal met tegenverzekering van de reserves" en is het kapitaal overlijden gelijk aan de opgebouwde reserves op het moment van overlijden. Deze berekeningen gebeuren met de volgende grondslagen:

1° Sterftetafel

geen

2° Intrestvoet

Het rendement van deze stortingen zal minstens gelijk zijn aan het percentage vermeld in de "Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid" (B.S. 15 mei 2003, erratum B.S. 26 mei 2003).

3° Opslag op premie

5%

D. Renteniers met ingangsdatum vanaf 01/01/2005

Voor de omzetting van kapitaal in rente zullen de volgende parameters gebruikt worden:

1° Sterftetafel

- mannen : MR - 5 jaar

- vrouwen : FR - 5 jaar

2° Intrestvoet

3,25% per jaar

3° Herwaardering van deze inqeqane pensioenen

Nihil

